l'unité

M 2805 - N° 391 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 19 septembre 1980



Sygma

L'été polonais

par Jean Offredo

Un dirigeant polonais parle

(page 5)

C.g.t.-C.f.d.t. : le divorce est consommé

(page 9)

Manufrance : une vieille dame indignée

(page 10)

Lettre ouverte à un réactionnaire lettré

(page 12)

A tous nos lecteurs

APRES l'interruption des vacances vous retrouvez aujourd'hui « l'Unité ». Les lettres et les coups de téléphone que nous avons reçus en grand nombre ces derniers jours nous ont confirmé que notre hebdomadaire manquait à beaucoup d'entre vous. Les événements de cet été, en France comme à l'étranger, ont montré, en effet, une fois de plus la nécessité d'un grand moyen d'expression du Parti socialiste capable à la fois de faire connaître et d'expliquer les positions du Parti et de répondre aux attaques dont il est l'objet de tout côté.

Or, pour l'instant, et sans préjuger des décisions qui seront prises au sujet d'une publication quotidienne, « l'Unité » est et demeure ce moyen d'expression. Tout doit donc être mis en œuvre pour faire vivre ce journal, lui donner un nouveau souffle en surmontant les difficultés financières qu'il connaît comme l'ensemble des organes politiques français.

Cela dépend, bien sûr, de ceux qui font ce journal. Mais cela dépend aussi, et pour beaucoup, de ceux qui le lisent, c'est-à-dire de vous.

C'est donc un appel pressant que nous vous lançons : nous comptons sur vous pour que les abonnements arrivés à échéance soient immédiatement renouvelés, pour que chacun d'entre vous, militant ou sympathisant, s'attache à trouver autour de lui au moins un nouvel abonné, pour que tous ceux qui le peuvent nous adressent des abonnements de soutien fort utiles pour soulager notre trésorerie.

Depuis près de neuf ans, « l'Unité » n'a vécu que grâce au concours et à la confiance de ses lecteurs. Nous avons plus que jamais besoin de l'un et de l'autre.

Vous voulez que "l'Unité" vive...

Bulletin d'abonnement à retourner

l'unité

41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (200 F) ◯
- abonnement de six mois (120 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

éditorial

Les faux-semblants de la rentrée

PAR CLAUDE ESTIER

IL fallait s'y attendre : dès la mi-septembre, c'est-à-dire à sept mois de l'échéance, la campagne pour l'élection présidentielle démarre sur les chapeaux de roue. Non pas que la grande majorité des Français ait décidé dès maintenant de s'y intéresser, mais c'est un fait que toutes les formations politiques, des plus importantes aux plus marginales, ne pensent et n'agissent plus qu'en fonction de cette élection, le Parti socialiste étant paradoxalement le seul qui s'efforce encore de se situer sur d'autres terrains.

Alors qu'en cette fin d'été 1980, les Français sont gravement préoccupés par l'accélération de la hausse des prix, la persistance du chômage, les difficultés de la vie quotidienne et l'insécurité qui pèse sur des millions d'entre eux, la vie politique française est ainsi en train de se réduire à une série de faux-semblants.

Faux-semblant par exemple lorsque les membres du gouvernement affirment qu'occupés à gérer les affaires de la France ils ne se soucient guère du scrutin d'avril prochain. Ils viennent pourtant d'adopter le budget le plus électoral qui se puisse imaginer et qui, cherchant à attirer vers le Pouvoir des catégories sociales réticentes, met entre parenthèses au moins pour quelques mois les aspects les plus impopulaires de la politique de Raymond Barre.

Faux-semblant lorsque les dirigeants de l'U.d.f. soutiennent à qui mieux mieux qu'ils ne savent pas si leur chef sera à nouveau candidat, alors que celui-ci est depuis longtemps déjà en campagne. Certes, l'avantage du président sortant est de pouvoir ne déclarer sa candidature qu'au tout dernier moment. Mais Valéry Giscard d'Estaing a tort de croire qu'il pourra longtemps encore demeurer à l'abri des coups que d'autres seraient chargés de prendre à sa place. C'est lui, et lui d'abord, qui est concerné par l'échec d'une politique qui est la mienne et dont le bilan, singulièrement éloigné des promesses du candidat de 1974, va maintenant apparaître en pleine lumière. Et voici le président à nouveau sur la sellette à propos de cette sombre affaire de diamants qu'il avait l'an dernier, avec l'aide des médias domestiqués, réussi à faire étouffer. Devant les confirmations apportées cette semaine sur l'importance des cadeaux reçus par lui-même et par ses proches, il faudra bien qu'il fournisse enfin des explications claires.

Faux-semblant également lorsque le R.p.r. prétend lui aussi échapper au débat présidentiel, alors que toute son action — et en premier lieu celle de son leader — s'en trouve paralysée. Il était déjà difficile pour Jacques Chirac de décider si le risque est plus grand pour lui d'être absent de la compétition ou de n'y atteindre qu'un résultat médiocre. Le dilemme est plus grave encore depuis que Michel Debré a pris le départ, sans se préoccuper des instances de son parti, et avec la volonté évidente d'aller jusqu'au bout, ce qui suffit d'ailleurs à lui rallier chaque jour de nouveaux soutiens dans la famille gaulliste qui ne sait plus très bien à quel saint se vouer.

Faux-semblant encore lorsque les dirigeants communistes affichent leur mépris pour la « politique politicienne », alors que le P.c.f. est totalement mobilisé en vue de l'élection présidentielle. Il est même, depuis dimanche dernier, la seule des quatre grandes formations dont le candidat est d'ores et déjà entré en lice, au point qu'on peut se demander à quoi servira la Conférence nationale convoquée officiellement le mois prochain pour désigner... Georges Marchais. Celui-ci et ses amis mènent grand tapage pour tenter de faire croire qu'ils n'ont en tête que le souci de défendre les travailleurs, alors que leur unique obsession est d'atteindre en avril prochain un score d'au moins 20 %, même si cela ne saurait en quoi que ce soit conduire au changement dont ils se prétendent les champions.



Reste le Parti socialiste, dont je ne soutiendrai évidemment pas qu'il n'est pas concerné par l'élection présidentielle. Mais il a su jusqu'ici résister à toutes les pressions — y compris celles de certains de ses membres — pour qu'il lance un candidat dans la bataille plusieurs mois avant tous les autres, ce qui était le meilleur moyen de l'user avant l'heure. C'est dans un mois seulement, le 19 octobre, que s'ouvrira le délai de dépôts des candidatures dont le Comité directeur doit en principe fixer ce samedi la date de clôture. La procédure de désignation suivra donc son cours selon les règles démocratiques que le P.s. est seul à pratiquer, et d'ici là il laisse à d'autres le soin de s'épuiser au petit jeu de savoir si telle phrase prononcée par François Mitterrand signifie qu'il sera candidat ou si telle autre doit être interprétée comme l'indication qu'il ne le sera pas. Le Premier secrétaire a maintes fois expliqué qu'il n'a pas besoin d'une investiture supplémentaire pour parler au nom du Parti, ce qu'il n'a pas manqué de faire depuis le début de ce mois, que ce soit sur les grandes questions de politique internationale, sur l'appréciation de la politique giscardienne ou sur les rapports au sein de la gauche.

Sur ce dernier point au moins, les choses sont claires à défaut d'être harmonieuses : contrairement à ce qui s'était passé en 1974, socialistes et communistes iront chacun de leur côté à la bataille présidentielle. Mais si le P.c.f. entend faire du P.s. sa cible privilégiée, il n'en sera pas de même du côté socialiste. Nous avons beaucoup à dire sur le double langage de nos anciens partenaires du Programme commun, mais nous n'oublions jamais que notre adversaire s'appelle Giscard d'Estaing et que c'est contre lui qu'il faut rassembler tous les suffrages populaires.

Parce qu'il est le premier parti de la gauche, c'est au Parti socialiste et à son candidat que reviendra naturellement ce rôle de rassembleur. Nous n'épargnerons pour cela aucun effort. Car nous, nous voulons gagner. Et nous pensons que c'est possible. ●

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 41, bd de Magenta 75010 Paris - Tél. : 208.23.50. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Société éditrice :* S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

L'été polonais

Un grand moment d'espoir et un saut inquiet dans l'inconnu

PAR JEAN OFFREDO

IL s'appelle Stanislaw Kania, 53 ans, origine paysanne et toute une carrière d'homme d'appareil au sein du Parti ouvrier unifié polonais. Membre du comité central depuis 1968 — donc sous M. Gomulka — avec la responsabilité de toute l'administration, il devient en 1971 sous M.Gierek secrétaire du comité central puis en 1975 membre du bureau politique avec en charge la police, l'armée, la santé et... l'église. Aujourd'hui, il est depuis le 3 septembre le nouveau patron de la Pologne succédant à Edward Gierek — au poste de premier secrétaire du parti. Arrivé au pouvoir sous la pression des manifestations ouvrières de Gdansk et Szczecin en décembre 1970, M. Gierek le quitte dix ans plus tard sous la même pression. Etrange destin...

La Pologne aura, quoi qu'il arrive, vécu un été qui marquera une date importante de son histoire... Un événement qui dépasse le phénomène de changement de leader ou d'équipe dirigeante. En effet le mouvement ouvrier qui s'est déclenché le 1er juillet à la suite de l'annonce de hausse de prix de la viande a conduit progressivement à une contestation du style d'autorité du gouvernement polonais et aussi à une remise en question des structures socio-économiques et par suite politiques du pays qui depuis cinq ans surtout ont failli dans leur rôle de représentation et de défense de la classe ouvrière.

Le véritable échec de la politique de M. Gierek est sûrement au-delà des questions économiques, certes importantes, mais qui n'en sont qu'une conséquence, la perte de crédibilité et de confiance. Voilà plusieurs années depuis 1976 surtout, que des voix s'élevaient en Pologne au sein du Parti ouvrier ou à l'extérieur, pour prévenir M. Gierek. Elles n'ont, hélas ! pas été entendues. Comme si la peur de la vérité avait bloqué les esprits. L'an dernier, un groupe d'intellectuels, membres du parti et sans parti « Expérience et Avenir » avaient publié un texte remarquable sur « l'état de la République et les moyens de son amendement ». Un rapport de plus... Et aujourd'hui, ces thèses alors défendues se retrouvent dans « les 21 revendications » présentées à l'origine du mouvement par les ouvriers de Gdansk et dans les discours officiels tant au comité central qu'à la Diète, le parlement polonais.

Le charisme de Lech Walesa

L'été polonais, il n'est pas outrancier de le dire, aura fait naître un véritable mouvement ouvrier démocratique. Si 1956 avec « le printemps en octobre » avait été un mouvement de révolte contre le stalinisme, si 1970 avait été un mouvement de protestation en explosion soudaine et brutale contre la politique d'austérité de M. Gomulka, 1980 aura été un profond mouvement de réflexion et de création d'une nouvelle organisation possible des rapports peuple-pouvoir à l'Est. Et cela dans un esprit de responsabilité et avec un comportement mature qui a frappé tous les observateurs. Il convient de dire que depuis plusieurs années sous l'influence de différents groupes, qu'ils soient d'opposition comme le K.s.s.-K.o.r. (Comité d'auto-défense sociale), d'église comme les clubs des intellectuels catholiques, des idées circulaient qui trouvaient un terrain favorable auprès d'une classe ouvrière consciente que le pouvoir central ou régional décrochait complètement de ses préoccupations et ne le représentait plus, qu'en outre plus on promettait et moins on réalisait. Lech Walesa, le leader du comité intergrève de Gdansk, est le produit de tout ce processus. Son charisme personnel de meneur d'hommes et de tribun a fait le reste. Il est apparu en effet rapidement aux yeux de ses camarades comme porteur de deux qualités dont les Polonais souhaiteraient voir leurs dirigeants faire preuve aujourd'hui. L'authenticité et l'honnêteté. Tout est à faire maintenant en



Les ouvriers de Gdansk attendant le résultat des négociations.

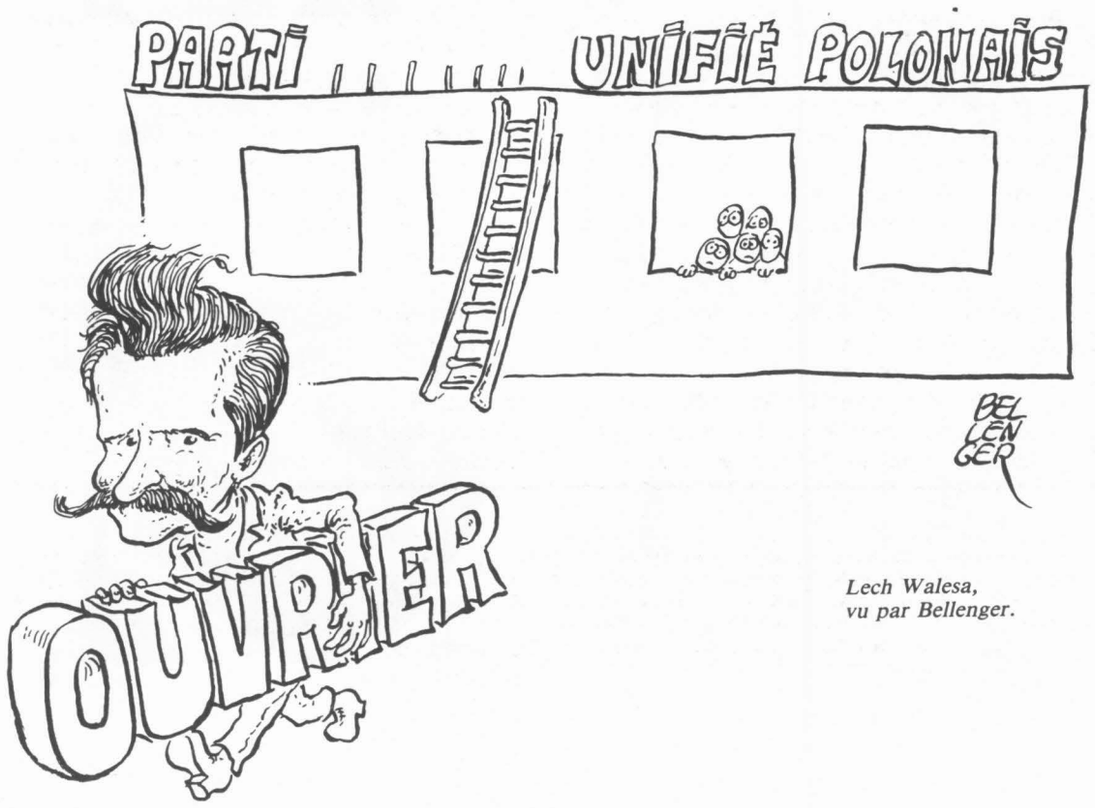
Sygma

Pologne car si une première étape a été franchie avec la reconnaissance par les autorités de la possibilité de créer un syndicalisme autonome et autogéré, il reste à celui-ci à s'organiser d'abord, à trouver ensuite la manière de s'insérer dans le processus de décisions économique et sociale.

A l'heure actuelle, à Varsovie, c'est un peu la situation de « l'attendre et voir » qui domine. D'un côté les Polonais font l'apprentissage de la démocratie. Les « points d'information » créés par les clubs des intellectuels catholiques ou par des militants syndicalistes de nouvelle manière ne désemplissent pas d'hommes et de femmes qui viennent là demander « comment il faut faire ». Et leurs interlocuteurs, experts du comité de Gdansk, juristes, économistes, qui ont offert spontanément leur service bénévole, de leur expliquer comment il faut écrire au directeur d'une entreprise pour lui annoncer la création d'un syndicat, comment demander un local, comment organiser le paiement des cotisations. C'est là un temps d'imagination et d'invention assez extraordinaire dont on espère qu'il débouchera sur du solide et du concret.

Par ailleurs, le mouvement ouvrier connaît ses premières tensions. Mercredi dernier à Gdansk s'est tenue la première rencontre des responsables des diférents comités de grève du pays. Les débats ont été difficiles. Souvent tendus. Plusieurs tendances se faisant jour dont un mouvement de débordement plus radical autour de jeunes militants influencés par le leader du K.s.s.-K.o.r., Jacek Kurol, dont certains propos aujourd'hui par trop enflammés semblent quelque peu irresponsables. L'autorité de Lech Walesa et de ses experts est plus que jamais nécessaire. D'un autre côté, la politique de la nouvelle équipe dirigeante va tendre vers la canalisation du mouvement. Çà et là on voit naître des provocations. Il y a même des syndicats officiels qui se sabordent pour devenir « indépendants ». Les nouveaux syndicats ont du mal encore à obtenir locaux, moyens d'action, surtout d'information. Tout va se jouer dans les prochaines semaines sur la volonté des autorités d'appliquer les accords de Gdansk du 31 août dans toutes les implications. Lundi dernier a été publié au Journal officiel polonais un décret du conseil d'Etat (présidence de la République collégiale) accordant la personnalité juridique aux nouveaux syndicats. Cela est très important. Et à la limite, cela pourrait aboutir à ce que l'actuel conseil central des syndicats (C.r.z.z.) devienne une coquille vide et qu'il en naisse un nouveau sur la base d'une fédération des syndicats autonomes qui se seront créés.

Mais que deviendra l'armée des petits fonctionnaires tant au siège central que sur le terrain dont « le militantisme » était un métier ? La nouvelle équipe au pouvoir, qui n'est pas encore bien homogène car elle rassemble des têtes anciennes et une nouvelle génération de dirigeants plus jeunes dont quelques-uns, tel M. Grabski, avaient critiqué ouvertement la politique de M. Gierek l'an passé, a la volonté certainement d'aller de l'avant. Il reste encore à convaincre les cadres moyens du parti, tant à Varsovie que dans les différentes régions, de ces nouvelles perspectives. D'autant que les mauvaises habitudes ont été prises... Il reste aussi à préciser les limites infranchissables intérieures et extérieures. A l'intérieur, la situation économique est grave. Sur le plan industriel les erreurs d'investissement des cinq dernières années ont pour conséquence que les usines ne fonctionnent pas comme il était prévu et ne sont pas prêtes d'atteindre leur seuil de rentabilité. Sur le plan commercial, la distribution des biens de consommations alimentaire ou industriel est désorganisée et les queues devant les magasins sont le lot quotidien des ménagères polonaises pour la viande, le sucre et même les médicaments. Sur le plan agricole, les inondations catastrophiques de l'été (plus d'un million et demi d'hectares de terre touchés) sont venus ajouter leurs conséquences aux récoltes mauvaises des trois dernières années et aux causes structurelles du manque de dynamisme de l'agriculture polonaise (insuffisante productivité des entreprises agricoles d'Etat, mauvaise organisation des circuits de commercialisation ; difficultés de l'agriculture privée).



Lech Walesa, vu par Bellenger.

Lourdement endetté

Tout cela, il faut le payer. La Pologne est un pays lourdement endetté (vingt milliards de dollars). Et aujourd'hui le montant des exportations polonaises ne couvre plus comme il conviendrait le remboursement annuel de la dette. Tous les clignotants sont donc allumés. Lundi dernier, a été approuvé par le conseil des ministres un plan financier en vue de réaliser des économies financières et énergétiques. D'autant qu'il va falloir en plus réaliser les promesses des accords de Gdansk concer-

(suite en page 4)

U.r.s.s. : la "privilegiatura"

Si l'on en croit un de ses anciens membres, la "Nomenklatura", ou nouvelle classe soviétique, non contente de détenir un pouvoir absolu, jouit également de privilèges exorbitants

PAR EMMANUELE PLAS

« LA Nomenklatura », c'est le titre du livre de Michael Volensky, qui vient de paraître chez Belfond. Gageons avec l'auteur et le préfacier, Jean Elleinstein, que ce mot inconnu jusqu'ici en Occident deviendra aussi célèbre que le terme de « goulag ».

La « nomenklatura », c'est officiellement la liste des postes de direction dépendants des instances supérieures du parti et la liste des personnes nommées sur ces postes ou tenues en réserve pour ces postes en Union soviétique. Mais derrière cette appellation et cette définition se cache, selon l'auteur, ce que Milovan Djilas — homme politique et théoricien yougoslave, ancien membre du bureau politique du Comité central, aujourd'hui exilé — appelle la « nouvelle classe ».

Après la victoire de la révolution socialiste, l'appareil du Parti communiste s'est transformé en une bureaucratie qui a monopolisé le pouvoir de l'Etat et s'est approprié tous les biens par la nationalisation. En accaparant tous les moyens de production, la nouvelle classe devient une classe exploiteuse qui exerce sur le prolétariat une dictature par la terreur et un contrôle idéologique total. Dans son livre Michael Volensky, qui est historien et fut jusqu'en 1972 membre de la « nomenklatura » — il vit maintenant en Allemagne fédérale — décrit la classe dirigeante soviétique, son apparition (sous Lénine), son installation (sous Staline), et sa vie quotidienne extrêmement privilégiée. C'est sans doute cet aspect du livre qui est le plus intéressant parce que complètement ignoré de la plupart des touristes occidentaux et de nombreux observateurs qui se rendent en U.R.S.S.. Une vie bien différente de celle du Soviétique moyen, et pourtant, écrit Volensky : « Tant que j'ai vécu en Union soviétique j'ai trouvé naturel que la classe au pouvoir soit également une classe privilégiée comme le veut une tradition historique constante. Ce n'est qu'une fois à l'Ouest que je me suis posé des questions sur l'étendue de ces privilèges de classe. » Cependant la « dolce vita » de la nomenklatura n'échappe plus aux regards. Ce qui reste encore secret c'est l'étendue de ces privilèges.

Les privilégiés, ces « nomenklaturistes » sont, selon Volensky, les seuls Soviétiques heureux. L'auteur évalue leur nombre à trois millions (750 000 « nomenklaturistes » et leurs familles). Ce qui représente moins de 1,5 % de la population du pays. (L'importance numérique du parti est beaucoup plus grande puisqu'il compte dix-sept millions de membres). A eux les datchas (Khrouchtchev en possédait une trentaine), les palais, les grands appartements alors que le citoyen soviétique dispose en moyenne d'une surface habitable inférieure à 7 m². A eux les voitures qui circulent dans les villes, dans les couloirs réservés. A eux les maisons de cure et les Etablissements d'enseignement réservés, les magasins spéciaux. A Moscou, « au troisième étage du Goum on trouve en effet le « Spezsektsia » (c'est-à-dire un rayon spécial, baptisé officiellement « section nº 100 ») dont l'accès est réservé aux familles de hauts dignitaires. On y vend à très bas prix des produits importés d'excellente qualité dont le consommateur soviétique normal ignore jusqu'à l'existence. On y trouve également des produits nationaux, par exemple des fourrures magnifiques que l'on ne peut se procurer dans aucun magasin ouvert au public ». Un public que d'ailleurs les « nomenklaturistes » ignorent puisqu'ils n'ont jamais — en dehors de ceux qui les servent — l'occasion de le recontrer.

Même au théâtre où ils se partagent entre eux les meilleures places. Même au cinéma puisqu'ils assistent à des projections privées. A plus forte raison en voyage où compartiments de chemin de fer, classe spéciale en avion et salles d'attente leur sont réservées. Voyages au demeurant gratuits pour eux, comme la nourriture, les alcools de qualité et les livres. En plus de tout cela le « nomenklaturiste » moyen touche un salaire cinq fois plus élevé qu'un ouvrier ou un employé moyens. Et il arrive que le « nomenklaturiste » ne s'en contente pas et succombe aux charmes du bakchich.

Car cette nouvelle aristocratie tolère sans le dire la corruption. En 1969, en Azerbaïdjan, une charge de procureur de district se vendait 30 000 roubles. Il fallait payer 50 000 roubles pour le poste de chef de district de la milice et le poste de recteur d'un établissement d'enseignement supérieur pouvait aller jusqu'à 200 000 roubles. « Cela se comprend, dit Volensky, si l'on sait que ledit recteur perçoit illégalement des étudiants un droit d'inscription, modulé en fonction de l'établissement : 10 000 roubles pour être admis à l'Institut des langues étrangères, entre 20 000 et 25 000 roubles pour s'inscrire à l'Université de Bakou, 30 000 roubles pour la faculté de Médecine et jusqu'à 35 000 roubles pour l'Institut d'études économiques. » Un travailleur ou un employé soviétique moyen gagne 167 roubles par mois !

Mais comment devient-on nomenklaturiste ? Par cooptation. A condition bien sûr d'appartenir déjà au parti et de vouloir faire carrière. Le carriérisme est le critère de sélection des futures « nomenklaturistes » ; tous les moyens sont bons pour arriver. Arriver à donner des ordres : « Le plus important pour la Nomenklatura n'est pas la propriété mais le pouvoir. » Une fois entré dans la Nomenklatura, il y a peu de risques d'en être écarté actuellement. Et même à l'âge de la retraite on ne perdra pas son statut de « nomenklaturiste », c'est-à-dire ses privilèges. Au pire il peut être expédié dans un tout petit poste de direction très loin de la capitale. Cette dernière qui veut transmettre ses privilèges à ses enfants tend de plus en plus à coopter les siens parmi ses descendants : « Les enfants de secrétaires du Parti, écrit Michael Volensky, ne deviennent des travailleurs que dans les romans pieux du « réalisme socialiste », et dans le socialisme réel, ils entrent automatiquement dans l'appareil du parti ou dans le corps diplomatique. »

Aussi les possibilités d'entrer dans la Nomenklatura si on n'y est pas né se restreignent de plus en plus.

La journée de Denis Ivanovitch Vokhouch (qui ne se souvient de la « journée Ivan Denissovitch Choukhov » ?), chef de secteur du Comité central du P.c.u.s., « nomenklaturiste » moyen, résume de manière romancée la vie quotidienne des « nomenklaturistes ». Une journée de parasite qui aura rapporté à son héros un salaire dix fois supérieur au salaire d'un ouvrier de base. C'est le dernier chapitre... avant l'apothéose : la place Rouge, le 7 novembre, « les nomenklaturistes » et leurs familles entourent le mausolée où vont apparaître en un ordre rigoureux les chefs de la nouvelle classe. Ça, tout le monde peut le voir. ●



ÉLÉMENT "ANTI-SOCIALISTE"

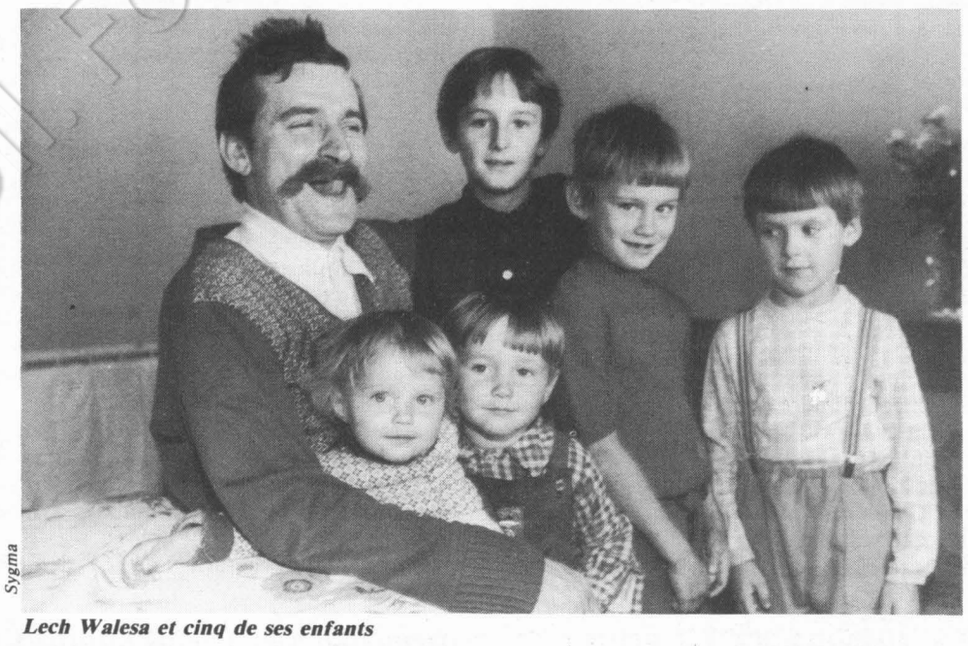
(suite de la page 3)

nant les augmentations de salaires et de prestations sociales prévues en 1981. Il faut signaler à ce propos l'extraordinaire attitude des ouvriers qui ont accepté de renoncer à des augmentations de salaire immédiates afin de ne pas gêner la nécessaire reprise en mains de l'économie.

Course contre la montre

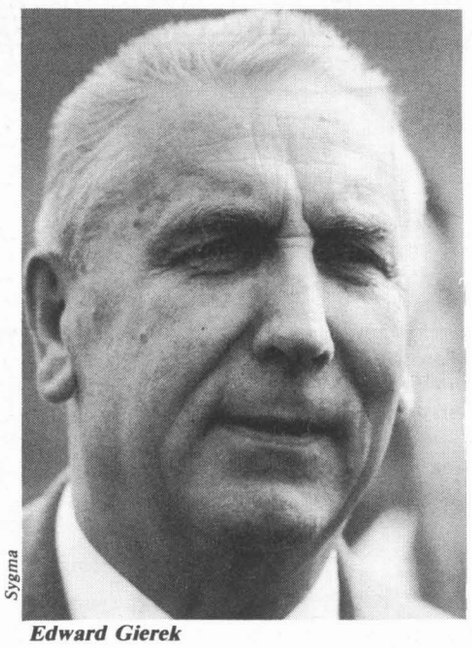
Quant aux limites extérieures, il s'agit bien évidemment du seuil de tolérance fixé par le grand voisin soviétique. Sur ce plan la nomination de M. Kania peut donner des assurances à Moscou. C'est un homme qui est apprécié au Kremlin et la rapidité avec laquelle M. Brejnev l'a félicité et les termes choisis le prouvent. Mais la défense de « l'internationaliste prolétarien » souhaité par M. Brejnev — il faut lire la non-remise en question de l'unité du peuple socialiste et l'affirmation de leadership soviétique — n'est pas un vain mot. M. Jagielski le négociateur de Gdansk est allé la semaine dernière à Moscou à la fois pour demander une aide économique supplémentaire et pour expliquer — ce fut l'objet de son entretien avec M. Souslov, l'idéologue du Kremlin — ce que signifiaient dans le contexte polonais les termes « d'autonomie » et « d'autogestion » qui ne font certes pas partie du langage moscovite. Les dirigeants polonais ont le feu vert pour régler les problèmes entre Polonais sur la « Vistule », pour reprendre l'expression de M. Rakowski, directeur de l'hebdomadaire « Polityka », l'un des hommes qui sont aujourd'hui sur le devant de la scène. Mais les Polonais restent en liberté surveillée.

En même temps que ce voyage de M. Jagielski d'autres membres du bureau politique font le tour des capitales des démocraties populaires pour apaiser certains esprits un peu échauffés à l'idée d'une contagion possible dans leur pays de l'été polonais. C'est à une véritable course contre la montre que sont affrontés les dirigeants polonais. Il faut réussir dans les meilleurs délais tout à la fois : mettre en application ce qui a été signé ; relancer la machine polonaise sérieusement grippée ; ne pas dépasser la ligne soviétique ; garder le bon contact avec l'Occident bailleur de fonds. Les trois prochains mois seront décisifs pour la définition de ce nouveau comportement de l'équipe dirigeante et la définition d'une politique véritablement nouvelle.



Sygma

Lech Walesa et cinq de ses enfants



Sygma

Edward Gierek



Keystone

Stanislaw Kania

Attachement à la foi chrétienne

Dans cette situation l'église catholique polonaise joue un grand rôle. Ne voulant adopter ni une attitude triomphaliste ni être un contre-pouvoir politique au sens politicien du terme, elle doit être une contre-autorité morale, restant en cela fidèle à sa longue tradition de résistance à tous les pouvoirs et à toutes les oppressions et de garante de l'identité nationale par-delà les aléas et les changements politiques. Ce qui ne veut pas dire avoir un comportement désincarné. Tant le discours du Cardinal primat Wyszylski, archevêque de Varsovie, le 26 août à Czestochowa, d'abord très mal apprécié de la population car la moitié des propos du prélat avaient été coupée à la télévision, ce qui eut donné un sens uniquement modérateur voire démobilisateur, que le communiqué du conseil permanent de l'Episcopat le 27 août ont marqué nettement les positions de l'église en tant que hiérarchie. L'appel à la protection des droits nécessaires du citoyen, dont le droit au travail et une organisation libre des travailleurs, a été applaudi par les ouvriers polonais. Et l'église catholique en Pologne,

ce ne sont pas uniquement les évêques. Il n'est pas neutre, en effet, que parmi les experts appelés par Lech Walesa et les ouvriers de Gdansk pour les aider encore aujourd'hui on trouve d'éminentes personnalités catholiques tels Tadeusz Mazowiecki, rédacteur en chef de la revue « Wiez » (le Lien) Andrzej Wielowieyski, secrétaire général du club des intellectuels catholiques de Varsovie (1), Bohdan Cywinski, ancien rédacteur en chef de la revue « Znak » (le Signe) ami personnel du pape Jean-Paul II. Ces hommes jouent auprès des comités de travailleurs en formation dans tout le pays un rôle considérable. Il convient enfin de ne pas oublier ces images bouleversantes de calme et de dignité montrant la messe dans les chantiers navals avec la participation des travailleurs qui signifiait par là (image qui peut étonner en Occident) leur attachement à la foi chrétienne. Une messe qui sera désormais retransmise à partir du 21 septembre chaque dimanche à la radio, le gouvernement ayant donné son accord. Et les ouvriers de Gdansk associaient dans leur



Sygma

meeting de chants tous deux chargés de symboles : l'hymne national « Non la Pologne n'est pas morte aussi longtemps que nous vivons » et l'hymne de l'église polonaise : « Dieu protège la Pologne ». Manière aussi de protester contre la façon dont « l'Internationale » a été récupérée par un pouvoir qui en a fait finalement un hymne anti-ouvrier.

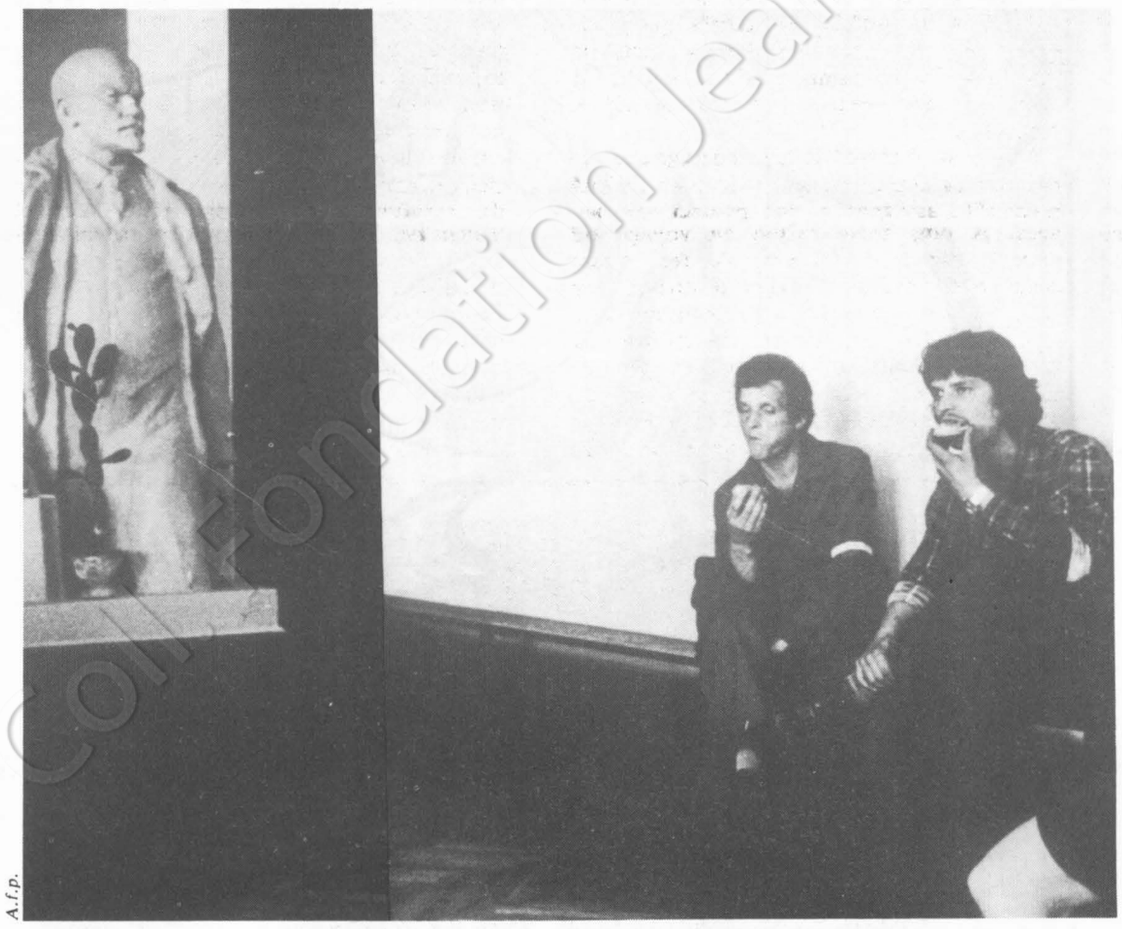
Cet été polonais représente à la fois un grand moment d'espoir et un saut inquiet dans l'inconnu. Il peut aboutir à la définition d'une nouvelle image du socialisme en Pologne et à l'Est, ce qui serait un cas dans les démocraties populaires, mais la Pologne ne l'est-elle pas déjà sous différents aspects ? Ou alors conduire à une récupération lente, à une normalisation à visage humain avec un double risque permanent, celui d'une nouvelle explosion ouvrière, celui d'une intervention plus directe du grand voisin. Les Polonais sont en train vraiment d'apprendre à vivre le romantisme aux couleurs de la géopolitique. ●

(1) Co-auteurs avec l'auteur de ces lignes d'un livre important à lire pour comprendre les rapports entre socialisme et christianisme « Nous chrétiens de Pologne » paru l'an dernier aux Editions Cana.

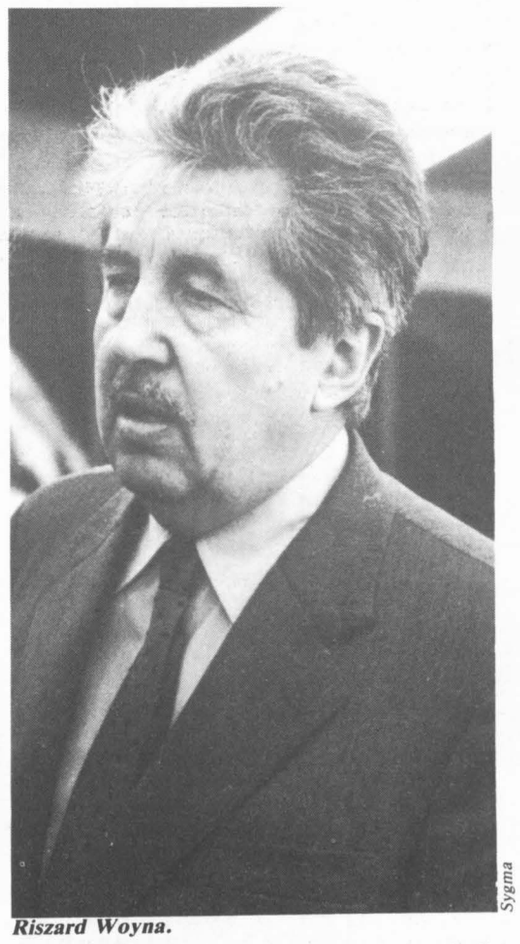
Un dirigeant polonais parle

Jusqu'à présent nous avons souffert, non du socialisme, mais de trop peu de socialisme

VENU en Europe occidentale pour participer successivement au Festival de « l'Unita » à Bologne et à la Fête de « l'Humanité », Riszard Woyna, membre du Comité central du Parti ouvrier unifié polonais, député à la Diète et ancien rédacteur en chef du quotidien « Zycie Marsawy », a accepté de répondre à une série de questions que chacun se pose sur les causes et les conséquences des évènements de Pologne. En dépit de leur prudence, ces réponses apportent un éclairage intéressant et constituent le premier récit d'un dirigeant polonais sur l'été de Gdansk et de Szczecin.



A.f.p.



Sygma

Riszard Woyna.

Les erreurs commises

APRES la crise du pétrole de 1973, nous avions pensé pouvoir continuer une politique de grands investissements fondée sur des emprunts contractés auprès de pays occidentaux : nous pensions que la crise ne pouvait pas durer longtemps et il s'agissait pour nous de donner du travail à trois millions de jeunes. Une seconde erreur fut celle d'avoir ralenti l'accroissement des salaires ouvriers en fonction de l'accroissement de la population. Une troisième erreur, non formulée à haute voix, mais commise dans la pratique, fut d'avoir favorisé l'amélioration des conditions de vie pour les catégories sociales moyennes et non pour les plus défavorisées.

A la fin des années 70, le salaire moyen était de 4000 zlotys par mois, mais deux tiers des travailleurs gagnaient moins que cette somme. Cela a provoqué dans la masse du peuple la conviction que l'on était en train de violer sérieusement les principes du socialisme et de la justice sociale. A ces erreurs se sont ajoutées des raisons objectives, par exemple les quatre années de mauvaises récoltes dans l'agriculture. Mais il y eut aussi les erreurs de la propagande (1) : parler toujours des succès (le succès était une espèce de preuve de pouvoir pour certains dirigeants) alors que le mécontentement se faisait plus aigu. Résultat : une crédibilité sans cesse diminuée envers la presse et les discours du parti.

Les structures politiques

Trente-cinq ans de développements social et économique ont créé en Pologne des énergies nouvelles et plus riches. Les structures politiques du pays se sont révélées inadéquates à recueillir la contestation : c'est pourquoi le mécontentement fondé sur des raisons économiques s'est traduit en une crise politique. Maintenant nous avons une obligation : la libération de toutes les énergies polonaises (qui ne s'expriment aujourd'hui qu'à 50 %) avec la conviction qu'aucune réforme économique ne sera possible sans une profonde réforme politique. Jusqu'à présent nous avons souffert, non du socialisme, mais de trop peu de socialisme.

Le rôle du parti

Le pluralisme syndical ne conduit pas nécessairement au pluralisme politique. Mais il faut rappeler que les événements de ces dernières semaines ont témoigné d'un réel manque d'influence du Parti communiste dans les masses populaires, même si personne n'a jamais mis en cause le socialisme et les alliances internationales de la Pologne. Le parti devra maintenant tout faire pour que son rôle dirigeant soit accepté par toute la population. Mais rappelant également qu'il est indiqué dans la Constitution polonaise que le Parti communiste a un rôle dirigeant « dans la phase de construction du socialisme », il faut savoir quel rôle sera le sien quand le socialisme sera accompli.

En fait, les communistes polonais se proposent d'exercer un contrôle social plus attentif sur l'activité du Parti. Le nouveau secrétaire du Poup, Stanislas Kania, a souligné en outre qu'il faudra rediscuter du rôle excessif du secrétariat du parti.

Le sort de Gierek

La raison principale du remplacement du camarade Gierek est la maladie qui l'a frappé. Mais sachant que les raisons du changement sont aussi politiques, il ne faut pas oublier les mérites de l'action de l'ancien secrétaire général du Poup. En premier lieu, pour ce qui concerne la politique extérieure et le rôle de la Pologne dans le processus de détente et de dépassement des blocs tout en maintenant les alliances politico-militaires actuelles. Au prochain congrès extraordinaire du parti, Gierek sera proposé comme président honoraire.

Les syndicats

La présence des communistes dans les nouveaux syndicats ne doit pas être négligée. Vont-ils subir la pression des catholiques ? Il est trop tôt pour le dire. Existeront-ils dans toutes les usines ? Il appartiendra aux ouvriers de décider. Pour l'instant, le gouvernement a fait du mieux possible en mettant à la disposition de Walesa un hôtel de cent chambres à Gdansk pour que puissent au moins exister les conditions minimales techniques et pratiques pour le fonctionnement des syndicats. Et il est également trop tôt pour dire si les syndicats travailleront à une échelle nationale et pour savoir s'ils pèseront ainsi sur les choix de politique économique et pas seulement sur l'activité de telle ou telle entreprise.

Les répercussions dans les autres pays de l'Est

Les changements en Pologne ont de nombreux aspects typiques et spécifiques de l'histoire nationale de notre pays. Il est trop tôt pour répondre à la question de savoir si, en dépit des différences, quelque

(suite en page 6)

(1) Riszard Woyna s'était démis il y a deux ans des fonctions de rédacteur en chef de son journal à la suite d'un désaccord sur les méthodes de propagande du parti.

Collection Jean Jaurès

(suite de la page 5)

chose d'analogue pourrait se produire dans d'autres pays de l'Est. Il est important de bien souligner les conditions spécifiques de la Pologne, par exemple en ce qui concerne la politique agricole qui s'appuie sur trois éléments fondamentaux, trois secteurs en « coexistence pacifique » : la propriété privée de la terre, les coopératives, les fermes d'Etat. C'est ce modèle que nous voulons renforcer, mais il est impossible de dire si cela aura une influence ailleurs.

Les éléments anti-socialistes

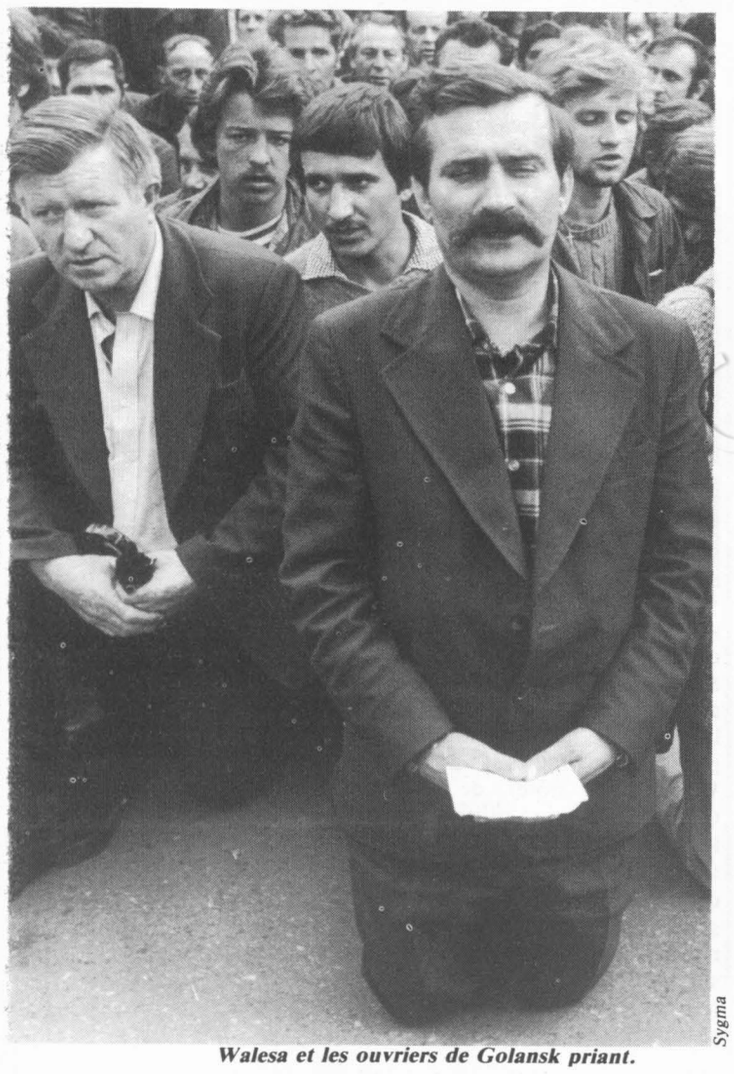
La presse de certains pays, dont celle de l'Union soviétique, a parlé d'éléments anti-socialistes qui auraient tenté de détourner la lutte ouvrière contre le système socialiste. Dans le mouvement ouvrier il n'y a pas d'éléments anti-socialistes. Il faut cependant garder à l'esprit que le Kor est un mouvement composite dans lequel se retrouvent des tendances diverses. Mais personne, tout au long des luttes menées à Gdansk et à Szczecin, n'a mis en cause la Pologne socialiste. Ceux qui ont tenté de spéculer sur le mécontentement des masses ont été isolés par la classe ouvrière elle-même dès les premiers jours.

Quel socialisme ?

Depuis plus de soixante ans, le socialisme est une réalité. Le temps est venu de le définir non seulement par opposition au capitalisme, mais selon ses propres caractéristiques originales. La première génération des constructeurs du socialisme en Pologne a créé les bases matérielles. Il appartient à la seconde génération de répondre à la question : que doit être le socialisme polonais ? Ce n'est pas par hasard qu'une grande partie des ouvriers en lutte à Gdansk et à Szczecin étaient âgés de moins de trente ans.

Les relations avec L'U.r.s.s.

Nous sommes convaincus que les camarades soviétiques regardent le processus en cours en Pologne avec des yeux bien ouverts. A plusieurs reprises, nous avons



Sygma

Walesa et les ouvriers de Golansk priant.

discuté avec eux des problèmes du socialisme, en particulier du rôle du parti dans la société socialiste. Nous savons aussi qu'il existe en Union soviétique des camarades qui n'apprécient pas nos idées. Mais d'autres observent nos efforts avec un grand intérêt. Le fait que l'U.r.s.s. ait aidé la Pologne accordant précisément dans ces derniers jours des crédits importants pour la reprise économique est une preuve de l'attention favorable avec laquelle sont suivis à Moscou les événements polonais.

La presse soviétique est critique à notre égard ? Cela ne démontre rien de nouveau, si l'on sait qu'au cours des trente-cinq dernières années les camarades soviétiques ont souvent eu l'occasion de nous poser des questions.

Le rôle de l'Eglise

Le Parti communiste et l'Eglise sont certes idéologiquement très différents et la polémique ne fait pas défaut. Mais dans les questions fondamentales qui concernent la vie du peuple, l'Eglise a eu un comportement très responsable. Peut-on parler d'un « partage des pouvoirs » ? Il est plus exact de parler d'une entente fondée sur l'intérêt supérieur de l'Etat et de la nation. Quand la Pologne s'est trouvée réduite pendant cent vingt ans à l'état de pays occupé, c'est l'Eglise qui a conservé les valeurs nationales. Aujourd'hui encore, l'Eglise fait partie du front de l'unité nationale. Walesa va-t-il aller voir le Pape ? Mais ce n'est un secret pour personne que le peuple polonais éprouve un grand amour pour le Pape Woytijla et pas seulement pour des raisons strictement religieuses : il voit en lui un instrument à travers lequel les formes de la culture et de la civilisation polonaise trouvent une possibilité d'audience universelle. Avant la guerre, il y avait un syndicat lié à l'Eglise, mais dans la lutte de classes, il a toujours été du même côté que les autres syndicats. Non, il n'y a pas de raison de penser que Walesa veuille constituer un syndicat « confessionnel ». Dans aucun pays d'Europe il n'existe d'églises aussi pleines et autant de monastères qu'en Pologne. Aucun pays n'envoie autant de missionnaires à travers le monde. Les prêtres qui enseignent le cathéchisme (hors de l'école) sont payés par l'Etat.

Pinochet mise sur Reagan

Si Reagan est élu, les sanglantes dictatures du cône sud sont assurées du soutien américain



Pinochet communiant.



A.f.p.

NOUVELLES ordinaires d'une dictature : depuis le 15 juillet mille personnes (deux mille peut-être) ont été « arrêtées » au Chili. Amnesty International en annonçant ces chiffres précisait que cette recrudescence des arrestations s'accompagnait d'une intensification des tortures. La durée de ces dernières est facilitée par un décret du ministre de l'Intérieur chilien qui a porté la période de détention au décret de 5 à 20 jours.

Nouvelles ordinaires d'une dictature : le référendum plébiscite de Pinochet a été sans surprise ; 67,08 % des électeurs sont « favorables ». La nouvelle constitution donne le « droit » au dictateur actuel de régner durant encore une quinzaine d'années ! Ce qui suffit à Pinochet. Sa nouvelle constitution n'avait pourtant pas pour but de légitimer le régime actuel : c'est quasi impossible sur le plan intérieur et très difficile sur le plan international. Le calcul du dictateur était plus simple : demeurer le premier des siens, le pivot des durs et faire disparaître de l'arsenal législatif tout ce qui pouvait gêner la répression. Aujourd'hui les personnes raflées ne peuvent même plus avoir recours à la justice !

Mais l'important est ailleurs. Dans les manifestations qui ont eu lieu au Chili, preuve d'un courage, d'une combativité de l'opposition. Mais surtout d'une possibilité, si faible soit-elle, d'alternative. Depuis sept ans que la brutalité s'est abattue sur Santiago, c'est la première fois en effet qu'une telle situation se produit. Et que certains secteurs de l'armée commencent à se poser des questions sur l'avenir. Les prises de position de la Démocratie chrétienne en faveur d'un gouvernement de transition montrent en effet que cette dernière, forte d'appuis internationaux de taille, pense avoir réussi à obtenir le soutien d'une partie de l'armée. La présence d'officiers supérieurs à la retraite — poissons pilotes d'officiers supérieurs en activité, dit-on à Santiago — autour du regroupement annoncé est bien la preuve des difficultés internes du régime.

Il fut un temps où les crises au sein de l'état-major pouvaient passer pour une simple lutte pour le pouvoir. Pinochet ayant assuré sa suprématie, les contradictions débouchent aujourd'hui sur un choix. Qui pour les responsables de la D.c. et certains militaires passe par un pari : Carter ou Reagan. Si ce dernier est élu en novembre les dictatures du cône sud sont assurées du soutien américain. Mieux, elles peuvent espérer gangréner le reste du continent, convaincre les forces armées des autres pays latino-américains de suivre la même voie. Si Carter est réélu les choses sont plus compliquées et, au Chili par exemple, la Démocratie chrétienne peut espérer un rétablissement de la situation. C'est ce qu'exprime le texte publié par le groupe des « 24 », formé d'intellectuels de toutes les tendances de l'opposition.

A l'étranger de nombreux gouvernements semblent avoir compris que l'avenir de Pinochet comportait des zones d'ombre. A Rome on a condamné le plébiscite. A Paris on s'est tu. Pourtant au mois d'août, une Française a été arrêtée et torturée. Ce qui ne semble pas avoir ému notre ministre des Affaires étrangères. Il a attendu le 16 septembre pour s'informer des conditions de détention alors qu'elle a été libérée le 7 août ! Il est vrai qu'à parler d'affaires...

G. P.

La bête immonde se réveille

Devant la recrudescence du terrorisme d'extrême droite, la police paraît paralysée. Sa chasse aux autonomes et autres marginaux était autrement efficace...

PAR JEAN-LOUP REVERIER

LOIN d'être à l'agonie, le fascisme, le nazisme et leurs avatars connaissent un inquiétant essor. L'Amérique latine en est, sans conteste, la première victime. La crise et la montée des tensions internationales n'ont rien arrangé. Les émules d'Hitler semblent y puiser quelque audace nouvelle. L'Europe occidentale a pu s'en rendre compte par elle-même.

La formidable explosion d'une bombe à la gare de Bologne, le 2 août, a fait quatre-vingt-quatre victimes et cent cinquante blessés. Revendiqué par un groupe fasciste, cet attentat est le plus terrible qu'ait connu la péninsule depuis la guerre. Acte horrible, boucherie gratuite, ignoble goût du sang : l'unanimité des réactions et commentaires a montré que, face à cette monstruosité, les Italiens resserraient les rangs. La violence fasciste pas plus que celle des Brigades rouges ne parvient à déstabiliser un régime italien décidement moins fragile qu'il n'y paraît.

L'enquête sur l'attentat de Bologne a prouvé une fois de plus que les différents mouvements fascistes ont tissé entre eux les liens d'une véritable internationale noire. La mise en cause du militant d'extrême droite Marco Affatigato, aujourd'hui extradé, a montré que Nice sert désormais de plaque tournante aux milieux néo-fascistes européens. Faute de devenir le Las Vegas français jadis envisagé, la ville de Jacques Médecin défraie ainsi une nouvelle fois la chronique. Faut-il s'en étonner ? Déjà l'affaire du casse de Nice avait mis en lumière les liens d'Albert Spaggiari avec ces milieux d'extrême droite dont Médecin ne craint pas de s'entourer.

Nice, repaire de néo-nazis

Si la plupart des pays démocratiques connaissent de petits groupes se réclamant du national-socialisme, les liens entre ces nazillons restent assez ténus au plan mondial. En revanche, les petites dimensions de l'Europe et l'existence jusqu'à une période récente des dictatures franquiste et salazarienne — où d'anciens nazis et des activistes d'extrême droite européens avaient trouvé refuge — ont permis aux nostalgiques du IIIe Reich de multiplier leurs échanges et de s'entraider. Le M.s.i. (parti fasciste italien représenté au Parlement de son pays) est à l'origine du premier congrès qui, en 1951 à Malmö (Suède), a rassemblé différents groupes européens d'extrême droite au sein du Mouvement social européen (M.s.e.). Le représentant des « droitistes » français au sein du M.s.e. était Maurice Bardèche. Antisémitisme, anticommunisme et remise en cause du traité de Yalta constituaient le plus petit dénominateur commun des membres du mouvement. Le M.s.e. a rapidement éclaté, faisant place au Nouvel Ordre européen (N.o.e.), plus dur, qui reste aujourd'hui la première organisation d'extrême droite à l'échelle européenne. On y trouve, notamment, l'Action européenne, groupuscule français de Pierre Clémenti. Une des préoccupations du N.o.e. est la sauvegarde de la race aryenne, « menacée » par l'immigration et les mélanges qui s'ensuivent.

Il existe également en Europe une amicale des anciens S.s., plus marquée par le culte du passé que par un projet d'avenir. Le meurtre de l'ex-colonel S.s. Joachim Peiper, en juillet 1976, dont le cadavre fut retiré des décombres de sa maison près de Vesoul, a provoqué des remous chez ces nostalgiques. Depuis lors plusieurs attentats en France ont été signés « groupe Joachim Peiper ».

La consolidation des liens entre organisations d'extrême droite avait été mise en relief, après la révolution portugaise d'avril 1974, par les révélations sur Aginter-press. Fondée en 1962, à Lisbonne, par d'anciens cadres de l'O.a.s. dont l'ex-capitaine de parachutistes Ralph Guérin-Sérac, Aginter se présentait comme une agence de presse et une officine de propagande d'extrême droite. En réalité, Aginter-press abritait surtout une organisation subversive internationale à l'origine de nombreux attentats en Italie (dont celui particulièrement sanguinaire en décembre 1969 de Milan) et d'opérations de déstabilisation en Afrique. Ayant des antennes dans toute l'Europe, disposant d'un important budget de fonctionnement — à l'origine de rumeurs sur l'aide de la C.i.a. à cette machine antisoviétique —, Aginter-press a fonctionné aussi comme une agence de renseignements. Tous les mouvements gauchistes et autonomistes européens figuraient dans son fichier. La Pide (police politique de Salazar) n'avait apparemment rien à refuser à Aginter-press. Si la révolution des Œillets a entraîné la fermeture de cette agence de presse très spéciale, rien ne permet d'affirmer qu'elle ait totalement cessé d'exister, sous une forme ou une autre, dans un pays favorable à ses activités. Guérin-Sérac a pu échapper aux poursuites et il serait aujourd'hui réfugié en Afrique.

La France, on le voit, ne peut ignorer un phénomène dans lequel certains de ses citoyens jouent un rôle indéniable. D'autant que, l'attentat de Bologne l'a montré, Nice sert de repaire et de point de rencontre aux néo-nazis. Le drame de Bologne aura enfin permis de dévoiler l'invraisemblable présence, au sein même de la police française, d'adeptes du Führer.

Strabisme ou cécité ?

Suspendu — avec traitement — le 8 août, l'inspecteur de police Paul-Louis Durand militait à la Fédération d'action nationale et européenne (Fane) sans se cacher. Il a signé plusieurs articles à la gloire du IIIe Reich dans la revue de son organisation, « Notre Europe ». Cela ne semblait pas gêner outre mesure le ministre de l'Intérieur. Comment imaginer qu'il ait pu ignorer l'admiration de Durand pour Hitler autrement qu'en prêtant à ses services un curieux strabisme, uniquement orienté vers l'extrême gauche ?

Que la bande à Baader et les Brigades rouges aient fait craindre un effet de contagion dans l'Hexagone peut se concevoir. Mais ne pas remarquer que le bilan de l'activisme d'extrême droite dans notre pays est beaucoup plus lourd que celui de l'extrême gauche relève de la cécité.

D'une trentaine d'opérations antisémites en 1977 on passe à plus du double l'année suivante et à cent vingt-cinq l'an passé. En 1980, les profanations de synagogues et de monuments aux martyrs juifs du nazisme se sont multipliées. Une brochure a été diffusée sous le titre : « Six millions de morts, le sont-il vraiment ? » Tandis qu'une offensive idéologique de la « Nouvelle droite » et du « Grece » (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne, animé notamment par Louis Pauwels) vise à remettre au goût du jour des idées qu'on aurait espéré à jamais abandonnées, des individus se réclamant — à tort ou à raison — de cette école de pensée passent aux actes.

Le 12 janvier, un plasticage au centre Pompidou signé du « Front français pour la libération » prétend viser « la dictature juive qui corrompt la France ». Le 1er février, la plaque à la mémoire des douze mille enfants juifs morts dans les camps de concentration est détruite. Le siège de l'Aeroflot, sur les Champs-Elysées, est mis à sac le 28 février par la Fane. Le « Parti fasciste d'action révolutionnaire » se livre à des « ratonnades » à Chelles, le 6 mars, et incendie des bureaux de la mairie de Rosny-sous-Bois quatre jours plus tard. Le 30 mai, des fascistes attaquent des adolescents originaires du Maghreb dans la cité De Lattre, à Bondy. L'un de ces adolescents marqué d'un « Z » dans le dos, à coups de rasoir, doit recevoir cinquante-quatre points de souture. Deux militants de la Fane arrêtés peu après par la police seront vite relâchés. La police parle de règlements de comptes « entre rockers » et les deux agresseurs identifiés seront condamnés à quatre mois de prison... avec sursis. A la mi-juin plusieurs actions de commando visent la communauté israélite dans le Marais. Elles sont menées aux cris de « mort aux juifs ». Le 17 juin, la commission « Justice et paix » sur le Nicaragua est attaquée par une bande aux cris de « Viva Nicaragua fascista ». Les 20 et 21 juin se déroule une fête nazie avec uniformes et hymnes hitlériens dans le château de Fougères, près de Macon. Le siège du Mrap est plastiqué le 26 juin. C'est le cinquième attentat en trois ans au siège de cette organisation contre le racisme et l'antisémitisme. Dans la nuit du 30 juin, une violente explosion détruit l'une des boutiques de Daniel Hechter, rue de Passy. Des indices trouvés sur place accusent la Fane. La police arrête une douzaine de militants d'extrême droite, dont Marc Fredriksen (leader de la Fane), rapidement relâchés. Au cours de l'été on doit encore relever des attentats contre deux librairies à Paris.

La liste n'est pas close. Certaines actions ont tué. Après les assassinats de Laïd Sahai, Henri Curiel et Pierre Goldman, tombés sous les balles de l'extrême droite, — la veuve de Curiel vient à son tour d'échapper à un attentat —, une bombe placée à l'imprimerie marseillaise Encre noire, le 11 août dernier, a fait une victime et une dizaine de blessés.

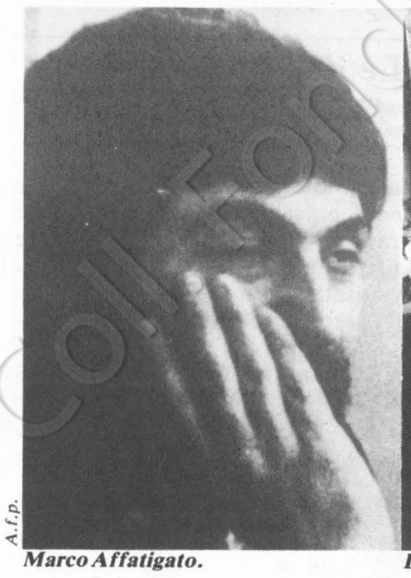
Devant cette recrudescence du terrorisme d'extrême droite, la police paraît soudain paralysée. Si efficace contre la délinquance ou les autonomes, elle n'enregistre aucun résultat dans ses enquêtes sur les méfaits imputables aux nazillons français. D'où l'étonnement de certains. Volonté de protection ? Impardonnable méconnaissance de ces milieux activistes ?

Cet étonnement fait place à l'indignation lorsqu'il apparaît qu'un des animateurs de la Fane comme Paul-Louis Durand a pu devenir inspecteur de police stagiaire. Cas isolé ? Pas vraiment. Un autre inspecteur des R.g., Jean-Pierre Bataille, vient d'être révoqué pour détournement d'actes administratifs. Lié à l'extrême droite, il a aussi été impliqué dans certains attentats du F.l.n.c. et ne cache pas qu'il a combattu au Liban dans les rangs des milices chrétiennes. Christian Bonnet aurait décidément tout intérêt à mieux savoir ce qui se passe dans la Grande Maison. Et à prendre toutes les mesures qui s'imposent. Au nombre de celles-ci, la dissolution de la Fane n'a cependant rien résolu. Il est grand temps d'utiliser contre les fascistes français toutes les armes légales et les moyens policiers dont on dispose. La faiblesse des effectifs numériques de l'extrême droite ne saurait plus justifier la moindre mansuétude à son égard. La reconstitution immédiate de la Fane sous d'autres noms — « les Faisceaux nationalistes européens » et « le Centre de culture européenne », domiciliés 28, rue Jean Moinon (Xe) dans le local de « Notre Europe », revue de l'ex-Fane — ne tombe-t-elle pas sous le coup de la loi contre le racisme ? Une loi qui prévoit que la reconstitution ou le maintien (direct ou indirect) d'un mouvement raciste dissous est passible d'une peine de six mois à deux ans de prison et d'une amende de soixante à trente mille francs. L'utilisation de cet article — ou son « oubli » — sera un bon test de la volonté gouvernementale de lutter efficacement contre la peste noire. ●



Elie Kagan

Affiche du Fane placardée dans les rues de Paris.



A.f.p.

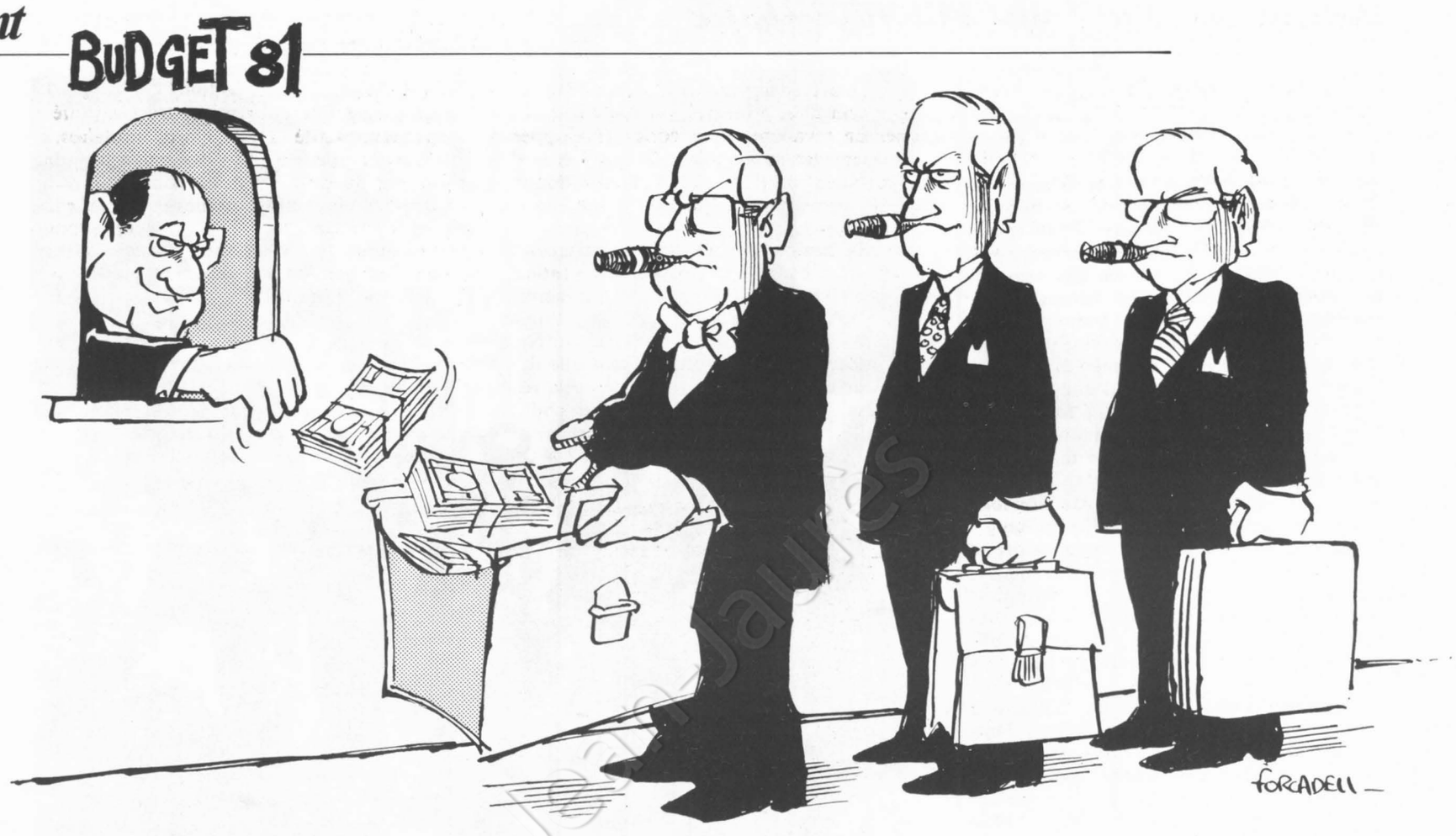
Marco Affatigato.



Les victimes de Bologne.

La rançon amère du libéralisme

Croissance faible voire nulle, disparition des "canards boiteux", chômage galopant aboutissent à faire de la France une nation pauvre où seuls quelques îlots de prospérité surnagent



PAR CHRISTIAN GOUX

SEPTEMBRE 1980 : plus personne ne conteste que l'année 1980 aura été mauvaise et probablement aussi 1981. Nous voudrions simplement rappeler à nos lecteurs que ce n'est pas là une surprise. Dès juin 1979 nous avions prévu ce qui allait se passer. A l'époque nous ne rencontrions que scepticisme et mépris de la part de ceux qui nous gouvernent.

Les raisons que nous avancions étaient pourtant simples et restent toujours valables : la politique économique menée par le gouvernement face à un fort déficit budgétaire reste celle d'un « interventionnisme » libéral... c'est-à-dire faire confiance aux mécanismes de l'économie de marché dans les domaines les plus larges, n'intervenir que si nécessaire par le canal des grandes entreprises nationales ou des administrations. Cela s'appelle liberté des prix, concurrence, absence de planification impérative. Cette logique porte hélas ses fruits. Elle fait de notre pays une nation dont quelques grandes firmes affronteront avec succès la concurrence étrangère, mais pour le reste elle conduit à une régression du pouvoir d'achat des Français, à la perte du marché intérieur, qui sera dominé par les firmes étrangères américaines ou européennes.

Cela conduit à la croissance faible voire nulle du produit intérieur brut, la disparition croissante des petites entreprises, à une concentration encore accrue et un développement du chômage, créant des tensions sociales et économiques fortes.

Si par-dessus le marché, on ajoute le phénomène pétrolier qui crée des difficultés supplémentaires pour notre pays, on voit que le conjoncturiste, de quelque côté qu'il se tourne, ne peut que traduire cette réalité qui dépassant le court terme implique maintenant de sombres perspectives à moyen terme.

Pour mieux caractériser les données de cette dure rentrée, marquée par l'élection présidentielle omniprésente dans les décisions du gouvernement et dans son budget, regardons ce qu'il en est des quelques domaines significatifs de notre économie.

1 — Le pouvoir d'achat des ménages et la consommation

Pour ne pas prêter le flanc à la discussion statistique, nous avons donné dans le tableau 1 un ensemble de séries qui permet de tirer des conclusions indiscutables.

a) Le salaire net mensuel réel par salarié (obtenu en divisant le salaire net annuel réel par salarié par douze) après avoir progressé normalement de 1970 à 1976 voit sa progression s'infléchir pour culminer en 1978. En 1979, 1980 et d'après nos prévisions 1981 il diminuera.

La stagnation du revenu des ménages est bien là ; la seule façon pour eux de conserver malgré tout une consommation acceptable, du moins dans les deux années qui viennent, serait une diminution notable du taux d'épargne. Ce n'est pas impossible mais pour le moment rien ne permet de l'affirmer.

Dans ces conditions la consommation des ménages va être faible en 1980 et 1981 : 1,2 % par habitant soit 1,6 % au total. Cela changera beaucoup par rapport aux années passées car malgré la crise, la consommation des ménages avait relativement bien résisté (jusqu'en 1979 compris), mais l'heure de vérité est là. La baisse du pouvoir d'achat, comme une lame de fond, finit par imposer sa loi.

Les prix, s'ils fluctuent quelquefois d'un trimestre sur l'autre, ont une remarquable constance depuis 1974 à être au-dessus de la barre des 9 % et aujourd'hui de celle des 11 %. Dans un régime de « liberté des prix », de plus, la réaction des entreprises, dont peu sont finalement en véritable situation de concurrence intérieure, est d'augmenter les prix pour augmenter les profits.

En prévoyant 13,4 % de hausse des prix pour cette année et 11 % pour 1981 nous avons l'impression d'être hélas dans la « norme » de ce que tout le monde attend, tant il est vrai que les anticipations dans ce domaine sont inquiétantes.

2 — Les profits des entreprises et l'investissement

L'année 1979 a vu se consolider les profits des sociétés et quasi-sociétés françaises mais les bons résultats sont acquis essentiellement dans les grandes entreprises nationales et quelques grands groupes. Pour le reste la consolidation est modeste.

En 1980, l'amélioration des profits sera faible par suite de la mauvaise conjoncture. Les points gagnés en début d'année seront perdus par la suite. La croissance de la valeur ajoutée brute ne sera pas suffisante pour permettre de forts excédents d'exploitation. Il est donc probable que les comptes de fin d'année étant moins bons l'investissement 1981 ne reprenne pas vigoureusement malgré le creux des dernières années et malgré les mesures fiscales prises dans le budget 1981, et dont on comprend que le président du C.N.P.F., François Ceyrac, se soit félicité au cours du Club de la presse de dimanche dernier avec un cynisme rarement atteint doublé d'une série d'éloges à l'égard de Raymond Barre. Mais les grandes entreprises nationales sont heureusement là pour investir.

Ce phénomène continuera et donnera à l'économie de 1985 une structure tout à fait particulière. A cette date, près de 30 % d'investissements productifs seront réalisés dans pratiquement douze sociétés. L'économie dépend donc en matière d'investissements de la volonté de l'Etat car les administrations publiques investissent elles aussi environ 20 %.

Contrairement à ce qui est affirmé, le gouvernement fait tout pour voir disparaître en France le secteur privé productif !

3 — Le déficit budgétaire et son financement

La situation fin 1979 était moins grave que l'année précédente. Le déficit de l'administration publique centrale a de nouveau augmenté en 1980, mais le relèvement des cotisations du régime général des salariés, de l'assurance vieillesse, de l'assurance chômage, a permis de faire passer la capacité de financement de celle-ci de 4 765 millions de francs en 1978 à 18 516 millions de francs en 1979. Les mesures prises ont donc correspondu à un prélèvement de quatorze milliards sur les revenus privés. Mais cela ne pourra continuer indéfiniment. Seules une relance de l'activité et une réduction énergique du chômage pourraient en fait permettre de sortir de ce cercle vicieux.



François Ceyrac, vu par, Daullé.

Le projet de budget de 1981 reconnaît lui le déficit probable de trente et un milliards de francs en 1980 et de la même somme environ pour 1981. De toute façon dans ce domaine le gouvernement a donné comme consigne de n'engager pratiquement pas de dépenses publiques au cours du premier semestre 1980 de façon à donner un coup de fouet en fin d'année et au début de 1981. Election présidentielle oblige !

Mais en réalité en 1981, compte tenu de l'échéance électorale, le déficit budgétaire devrait donc être plus fort et approcher les 50 milliards de francs.

4 — Le commerce extérieur

La dégradation de la balance commerciale après l'amélioration de 1978 avait repris en 1979 pour atteindre des niveaux assez inquiétants. Mais l'amélioration des autres postes, services, consommation finale des ménages hors de leur pays de résidence, avait permis en 1979 une balance des paiements équilibrée. Le besoin de financement de la nation était nul.

En revanche, en 1980, par suite de la deuxième hausse de prix du pétrole et de la baisse de compétitivité de nos industries due à l'inflation interne, le besoin de financement de la nation s'élèvera à trente-quatre milliards de francs. Ce qui portera notre dette extérieure cumulée depuis 1973 à 1980 à environ cent milliards.

Dans le contexte général que nous venons de décrire, le projet de budget 1981 apparaît pour ce qu'il est : parer au plus pressé pour passer l'échéance électorale en essayant de mécontenter le moins de personnes possibles, continuer la même politique que par le passé afin de restaurer les profits au détriment des salaires, faire de la France une nation pauvre dont seuls quelques îlots de prospérité verront leurs revenus croître et embellir.

Bientôt il ne sera plus besoin d'aller aux Bahamas ou au Lichtenstein, tout se passera dans notre pays comme si les grandes firmes multinationales étaient en situation « off shore » ou en zone franche si l'on préfère, comme elles le sont déjà dans tous les pays en voie de développement. ●

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Salaire mensuel net par salarié en F	1 347	1 498	1 640	1 849	2 166	2 516	2 850	3 150	3 513	3 875	4 300	4 743
Salaire mensuel réel net par salarié en F 1970	1 347	1 420	1 464	1 538	1 584	1 647	1 701	1 719	1 758	1 751	1 713	1 700
Idem % accroissement d'une année sur l'autre		5,4 %	3,1 %	5,1 %	3,0 %	4,0 %	3,3 %	1,1 %	2,3 %	- 0,4 %	- 2,2 %	- 0,8 %

C.g.t.-C.f.d.t. : divorce consommé

Vacillante depuis près de trois ans, l'unité d'action entre la C.g.t. et la C.f.d.t., qui avait tenu, bon gré mal gré, durant quatorze années, est morte

PAR MICHELE KESPI

L'ACTE de décès officiel date du début du mois. Dans son discours de rentrée, à Nantes, le 4 septembre, Edmond Maire constate que « le mouvement ouvrier est profondément divisé sur des problèmes essentiels... » « Les divergences en son sein se sont aiguisées depuis le choix du Parti communiste de l'isolement et du refus d'arriver au pouvoir. » Lors de la rupture de l'union de la gauche, C.g.t. et C.f.d.t. avaient refusé de reproduire au plan syndical la cassure politique. « Si cela avait été possible, poursuit Maire, la C.g.t. aurait été en route pour la conquête de son autonomie. Mais le contrôle du P.c.f. sur tous les rouages décisifs de la C.g.t. est trop fort. » Le leader de la C.f.d.t. conclut : « Le rouleau compresseur est passé. »

Une semaine plus tard, Georges Séguy réagit dans une tribune du « Monde » : le bilan du recentrage cédétiste est « globalement négatif ». La C.f.d.t. est « absente de nombreux conflits, toujours prête à conclure au rabais ». Pour Séguy, il s'agit, ni plus ni moins, d'un « ramollissement de la C.f.d.t. », accusée d'être influencée par « le mouvement syndical réformiste inféodé à la social-démocratie ».

Trois ans après la rupture de l'union de la gauche, le divorce entre les deux principales centrales est consommé. Il ne s'agit pas cette fois-ci d'une de ces nombreuses anicroches qui jalonnaient le parcours d'une unité d'action qui se voulait « conflictuelle » mais constructive. Il s'agit profondément de la nouvelle stratégie que la C.g.t. met en application. Les choses cette fois-ci sont claires et nettes : à neuf mois des présidentielles, la C.g.t. s'est, sans ambiguïté, alignée sur le P.c.

L'espoir qu'avait laissé entrevoir le congrès de la C.g.t. à Grenoble est mort. Malgré les velléités de démocratisation, des corrections de langage, des signes d'ouverture — Krasucki laissant passer, à Grenoble, la ligne « libérale » — le P.c. a aujourd'hui sacrifié la C.g.t. à sa stratégie.

Le tournant date du 16 juin. Déjà le 21 mai, Jean-Claude Laroze présentait aux instances dirigeantes de son organisation un rapport où revenaient de vieilles formules — classe contre classe — que l'on croyait rayées du vocabulaire cégétiste. « Ce qui gêne en Europe comme en France, n'hésitait pas à déclarer Laroze, c'est le fait que nous représentions le syndicalisme de lutte de classe. » Du « nous » au « nous seuls », le pas sera vite franchi.

Trois semaines plus tard, le comité confédéral national de la C.g.t. (instance suprême entre deux congrès) adopte — fort discrètement, les votes ne sont même pas publiées — un document sur l'unité d'action. Georges Séguy calme ceux qui trouvent le texte trop dur : il s'agit d'un rapport interne... dont « l'Humanité » publiera des extraits le 21 juin. Pour la première fois la C.f.d.t., qui fut souvent taxée de réformisme par son partenaire, est carrément rejetée dans le clan « des alliés objectifs de l'impérialisme et du réformisme internatonal ». Par ailleurs l'accord de juin 1974, reprécisant l'unité d'action entre les deux centrales, n'est pas une seule fois évoqué. En revanche, les théories développées ramènent des années en arrière. « Les positions ou la pratique de la collaboration de classe constituent l'obstacle majeur à l'unité... »

« Les comportements de nos partenaires syndicaux rendent plus difficile la pratique de l'unité d'action... Tout ce qui contribue à semer la confusion, à prôner l'unité pour l'unité, en faisant abstraction du contenu de classe concret sur laquelle elle doit se réaliser... va en sens contraire de la réalisation de l'unité d'action. » Qui choisit les critères permettant de dénoncer « une pratique de collaboration de classe ? » Qui détermine ce que sont des positions de classe ? La C.g.t., « îlot révolutionnaire » dans un « océan réformiste ». Qui n'est pas avec elle est pour le Pouvoir. Patronat et gouvernement, pour imposer leur politique anti-sociale, « redoublent d'efforts pour tenter de constituer un front syndical réformiste... Cette entreprise trouve des complaisances et des soutiens dans toutes les organisations syndicales autres que la C.g.t. ». Et voilà, de nouveau, la C.g.t. seule organisation de classe.

A la lecture de ces deux textes, et en particulier du document du 16 juin, les dirigeants de la C.f.d.t. ont compris. Edmond Maire, qui a toujours pensé que le seul espoir d'évolution de la C.g.t. passerait par un changement de la fraction communiste, qui possède les leviers de commande de tout l'appareil, voit se confirmer son analyse de mars 1978. Epoque où apparaissaient les premières attaques contre le « réformisme » de la C.f.d.t. et où son secrétaire général tirait la leçon de l'échec de la gauche. « Le P.c. a assassiné l'espérance et la C.g.t. lui a servi de porte-voix. » Il faudra trois ans pour que la C.g.t. s'aligne complètement. Après avoir pris connaissance du texte du 16 juin, Edmond Maire confiera à ses proches : « Je n'ai plus qu'à tirer l'échelle. » Il le fera dans son discours de Nantes.

D'autant plus qu'entre-temps tout vient confirmer cette nouvelle ligne de la C.g.t. ou plutôt ce retour à un passé que l'on a cru, un moment, révolu.

En juillet, la fédération C.g.t. de la métallurgie fait circuler un tract intitulé : « Action, unité et rapports unitaires. » Référence y est faite au document de juin, où sont développées « des conceptions qui n'ont rien de conjoncturelles et qui au contraire ont un caractère stratégique pour toute une période... Nous avons à mener une bataille de fond pour toute une période ». L'unité ne peut exister que sur des bases ponctuelles, des sujets précis et il faut « élargir le mouvement de masse tout en accroissant les contradictions chez nos partenaires ». Vieux thème de l'union à la base cher au P.c., que Séguy vient d'ailleurs de remettre à l'ordre du jour, et volonté claire de déstabilisation de la C.f.d.t.



Sygma

Georges Séguy et Georges Marchais à la fête de « l'Humanité », dimanche dernier.



Le « partenaire » principal n'est d'ailleurs pas le seul visé, comme le montrent les mots d'ordre de grève dans l'enseignement lancés par les éléments communistes de la Fen. Les dirigeants de la Fen et du Sni, bien décidés à ne pas se laisser entraîner par la minorité « Unité et Action » (proche des communistes) dans des actions spectaculaires et dangereuses, ont vivement réagi. André Henry a dénoncé la C.g.t. et le P.c., les accusant « de vouloir mener la fédération de l'intérieur, et de la déstabiliser pour briser sa cohésion et son unité ».

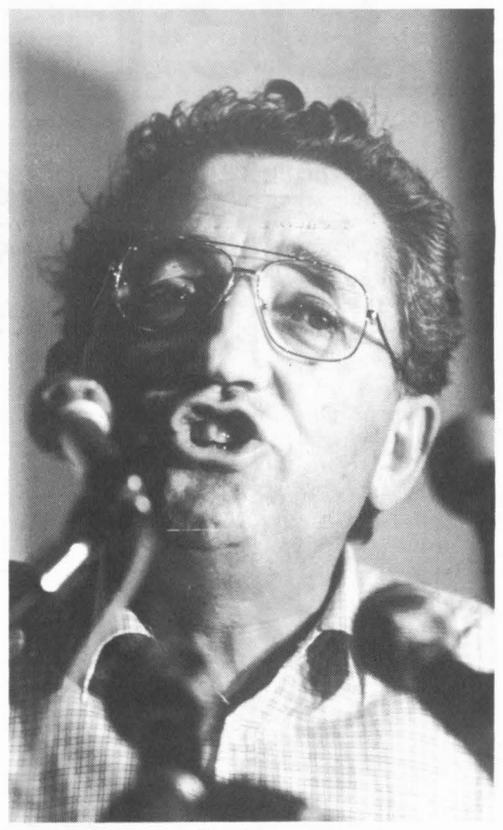
Troisième élément révélateur du tournant de la C.g.t. : la Pologne. Pas un mot de solidarité de Georges Séguy pour les grévistes de Gdansk. Et une conférence de presse pour le moins étonnante, le 2 septembre. Aux côtés du leader de la C.g.t., des témoins polonais : l'un est responsable des relations extérieures du conseil supérieur des syndicats polonais (ces syndicats officiels désavoués par les grévistes), l'autre est un des experts qui s'est assis à la table des négociations... en tant que conseiller juridique du gouvernement ! Et comme le déclare Séguy : « Nous n'allons quand même pas pavoiser au siège de la C.g.t. parce que les ouvriers polonais ont créé des syndicats autonomes... »

La C.f.d.t. tenait, elle aussi, le même jour une conférence de presse sur la Pologne. Là, pas d'officiel. Mais un envoyé, Claude Sardais, de retour de Pologne, racontant les joies et les inquiétudes des grévistes. Une affichette « solidarité », écrite en polonais. Et l'annonce d'une souscription qui a déjà rapporté à ce jour plus de dix millions de centimes. Consultés sur l'emploi de cette somme et sur leurs besoins les plus pressants, les ouvriers polonais ont répondu : nous voulons, avant tout, du matériel d'imprimerie... Un symptôme de plus de l'abîme existant aujourd'hui entre les deux centrales.

Que va-t-il maintenant se passer ? On sait, en tout cas, ce qui ne se passera pas, répond Albert Mercier, secrétaire national de la C.f.d.t. : « Il n'y aura pas de rencontre-réconciliation au sommet, du style : on efface tout et on recommence. Jusqu'ici, beaucoup de militants pensaient que la voie pour le développement de l'action passait par la recherche de l'unité. Ce raisonnement ne peut plus avoir cours. »

Il y a, sur ce thème, unanimité dans la C.f.d.t. Ce n'est pas un hasard si Maire a choisi Nantes pour son discours de rentrée : les pays de Loire, très vigilants sur la pratique unitaire, étaient un endroit test. Que les militants locaux aient manifesté leur satisfaction montre bien que les thèses confédérales sont comprises et suivies.

Elles ont d'ailleurs été entérinées par le dernier bureau national qui s'est tenu du 10 au 12 septembre. Certes, cela n'ira pas sans problèmes. Les jeunes militants, venus à la C.f.d.t. sur une base très unitaire, trouvent aussi qu'il faut réagir. Mais n'ayant pas vécu les périodes difficiles de l'unité, ils estiment encore mal l'importance du virage stratégique de la C.g.t. « Cela se comprend, explique un responsable cédétiste. Cette rupture est ressentie dramatiquement car tout le monde a attribué à l'unité la vertu de mobiliser les masses. Il faut maintenant casser cette idée, dire que le développement de l'action ne peut se faire à travers des propositions unitaires satisfaisant au spectacle ou à l'action volontariste ne mobilisant que les militants. Aujourd'hui, la pratique de l'unité, c'est de ne pas permettre que l'unité d'action soit détournée à des fins particulières, aux intérêts d'une organisation ou d'un parti. Finie l'époque où la volonté d'unité nous faisait accepter ce que voulait ou ce que ne voulait pas le partenaire syndical. »



Edmond Maire, à Nantes.

La quasi-totalité des militants, qui ont suivi l'évolution de leur centrale, sont d'accord avec cette analyse. Ayant vécu depuis trois ans avec le sentiment que les choses allaient de plus en plus mal, ils applaudissent à une attitude jugée digne et ferme. Les idées lancées par le rapport Moreau, en janvier 1978, avant les élections, ont fait leur chemin. En s'interrogeant sur une unité d'action trop globalisée, trop anti-gouvernementale — « notre action n'a-t-elle pas été conçue comme principalement destinée à marquer son opposition résolue à la majorité gouvernementale et au patronat ? » — Jacques Moreau, aujourd'hui député européen et responsable à l'époque du secteur politique, posait une question qui a suscité de nombreux débats dans l'organisation, et à laquelle les militants répondent aujourd'hui : suivre la C.g.t. dans la voie du maximalisme et de la dénonciation tous azimuts, non.

Et, d'ores et déjà, quelque chose a changé. Dans le champ des forces sociales en France, de plus en plus nombreux sont ceux qui refusent l'alignement, de fait, sur la stratégie dominante d'une C.g.t. déjà entrée en campagne électorale. Quelle sera maintenant la capacité des militants à résister dans les entreprises ? Là réside l'inconnue de cette nouvelle équation. ●

Manufrance: une vieille dame indignée

Bien que Barre ait déclaré avec sa morgue ordinaire que l'entreprise était morte, Manufrance n'est pas enterré



PAR CHRISTINE COTTIN

POUR Manufrance, la course contre la montre a commencé. Si, d'ici le 25 septembre, jour de l'assemblée générale extraordinaire, les actionnaires n'ont pas mis sur pied un plan de redémarrage plausible pour l'entreprise, cela ne fait pas de doute : le bilan sera déposé et la liquidation des biens entamés. Après le vide juridique créé par la démission du conseil d'administration de la Macif, du p.-d.g. et de l'administrateur délégué, c'est l'ancienne société Manufrance qui va reprendre ses droits sous la houlette de l'administrateur provisoire Dutilleul nommé par le tribunal de commerce.

En vérité, à Saint-Etienne, personne ne se fait d'illusion. Ballottés depuis plusieurs années au gré des promesses jamais tenues, les Stéphanois sont las d'avoir été menés en bateau si longtemps sur un sujet aussi grave. Au sein même de l'entreprise, à côté d'un noyau prêt à l'action 24 heures sur 24, les salariés sont fatigués d'avoir tant navigués entre l'espoir et le désespoir. D'autant qu'autour d'eux, des divisions ont éclaté entre la C.g.t. et la C.f.d.t., brisant une intersyndicale qui avait réussi à se maintenir malgré les dissensions au niveau national. Il y a peu, en effet, l'union départementale C.g.t. — avec dans son ombre le P.c. — a mis la C.f.d.t. devant le fait accompli en annonçant une grande journée revendicative unilatérale pour le 18 septembre. « Nous regrettons d'autant plus cette initiative anti-unitaire, dénonce Bruno Venin, maire adjoint socialiste, que notre parti, en juin dernier, avait écrit à une vingtaine d'organisations pour leur proposer une action très large contre le démantèlement de Manufrance. Le P.c., à l'époque, avait refusé en nous disant en substance qu'on verrait bien qui était efficace dans la lutte ! »

Soucieux malgré tout de mettre toutes ses forces aux côtés des salariés de Manufrance, le Parti socialiste a décidé de participer à la manifestation du 18 septembre en déplorant que l'unité d'action n'ait pu se faire. « Il faut se battre avec la dernière des énergies, dit Bruno Venin au nom des socialistes, car seule la lutte a empêché le démantèlement de la manufacture au cours des trois dernières années. La lutte, seule, peut sauver Manufrance. »

Une certitude largement partagée par les 1 850 salariés prêts, nul n'en doute, à troquer au premier signal leur écœurement contre une juste colère. Ils l'ont fait savoir : s'il le faut, il y aura un « trésor de guerre ». Et peut-être même davantage Parce qu'ils en ont ras-le-bol du cynisme et de la désinvolture du Pouvoir à leur égard. « L'entreprise n'existe plus », déclarait Raymond Barre le 12 septembre dernier. « Ce n'est pas un Premier ministre, c'est un fossoyeur en chef », s'indigne-t-on à Saint-Etienne. Encore faudrait-il que la vieille dame de Saint-Etienne soit décidée à se laisser enterrer. ●

A Saint-Etienne, au cœur des quartiers « Belle époque », la Manufacture d'armes et cycles est restée un peu comme un symbole de la IIIe république : une industrie industrieuse avec une main-d'œuvre fière de sa qualification et une armée de petits sous-traitants (aujourd'hui, ils sont au moins 3 000 à vivre de Manufrance).

A l'époque, l'empire colonial et ses marchés protégés sont à leur apogée. Dans la France rurale d'alors, le catalogue et « le Chasseur français » s'imposent rapidement. C'est le bon temps des affaires à l'échelle du pays, le bon temps où son fondateur

De La Motte



Cognac
Petite Fine Champagne
Pineau des Charentes

CHOISI POUR VOUS PAR L'UNITE
Remise exceptionnelle de 10 % à nos lecteurs

VENTE DIRECTE
DE LA PROPRIÉTÉ
S.A. De La Motte
Ste Lheurine
17520 Archiac
tél. (46) 49.15.88

Pour recevoir notre documentation et notre tarif, retournez-nous le coupon ci-dessous après l'avoir complété.

BON POUR 10 % DE REMISE
Conservez précieusement ce bon De La Motte et joignez-le à votre commande

NOM _____
PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL ☐☐☐☐☐
VILLE _____

LE P.S. AVEC LES TRAVAILLEURS DE DAFOUR

LES 700 salariés de chez Dufour à Montreuil ont été licenciés le 31 juillet 1980. Depuis, l'usine est occupée.

Cette entreprise, symbole de la machine-outil en France, est viable. Elle a des débouchés, la machine-outil Dufour est connue, elle est compétitive, sa vente assurée. Bref, il ne s'agit pas — encore que l'expression soit discutable dans la forme et dans le fond — d'un « canard boîteux ».

Erreurs de gestion ?... Des difficultés de trésorerie sont apparues et les banques se sont empressées de couper les vivres. Le gouvernement, les pouvoirs publics restent très en retrait, déployant une bien faible activité et se contentant de souhaiter qu'un repreneur sérieux, français ou... étranger, se présente.

Tout se passe comme si l'on voulait, en fait, à travers Dufour, casser la production de la machine-outil en France, et, espérant en l'usure des travailleurs, procéder à une restructuration de l'entreprise avec un effectif réduit. A juste titre, les travailleurs de chez Dufour ne l'entendent pas ainsi et mènent, ouvriers et cadres, la lutte pour la survie de l'usine et le plein emploi.

Dans un département qui, comme la Seine-Saint-Denis, compte déjà 60 000 chômeurs avec d'autres usines menacées de fermeture, ce qui se passe chez Dufour revêt une très grande importance.

La Fédération socialiste de la Seine-Saint-Denis, la section et les élus socialistes de Montreuil, représentés par nos camarades Jean-Jacques Sanvert et José Duffet, manifestent, par leur présence parmi les travailleurs de chez Dufour, leur soutien actif. A plusieurs reprises des responsables nationaux se sont rendus auprès de ces mêmes travailleurs : Claude Germon, Paul Quilès, Michel Coffineau, Alain Busnel, accompagnés des responsables fédéraux. Marcel Debarge et Claude Fuzier — sénateurs — et Claude Bartolone — conseiller général — sont intervenus auprès des pouvoirs publics et du gouvernement. Marcel Debarge a pris la parole au cours d'une assemblée générale des travailleurs de chez Dufour et a mené une délégation auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis pour exprimer le soutien du Parti socialiste et de ses élus à la lutte en cours.

Cette bataille c'est, bien entendu, d'abord l'affaire des travailleurs de l'entreprise. Les socialistes doivent, comme ils le font, manifester sue le terrain et concrètement leur solidarité et souligner la nécessité de la lutte en rappelant en permanence qu'une solution durable ici et ailleurs demande un changement politique. ●

Fondation Jean-Jaurès

Etienne Mimard règne souverainement dans le bureau vitré qui surplombe l'immense hall où s'affairent les employés. Bref une affaire florissante dont le tiers des actions est cédé à la ville de Saint-Etienne à la Libération.

A partir de là, tout s'en mêle pour que l'entreprise ne soit plus qu'un gigantesque fromage au bénéfice des héritiers qui se versent des salaires de roi sans pour autant la gérer. Les équipes municipales successivent laissent faire.

1958 : fin des colonies, ouvertures des frontières. La concurrence se fait rude. Le parc des machines n'a pas été renouvelé depuis les années cinquante. La compétitivité de Manufrance s'effrite. Dès 1969, les ouvriers en grève posent le problème de l'avenir de leur entreprise et s'interrogent sur sa gestion. Mais tout continue comme avant et la situation se détériore. Une tentative est faite par la B.n.p. pour rajeunir un peu la vieille dame. Par l'intermédiaire de sa filiale d'affaires la Banexi, elle informatise et sème le grand hall de quelques bureaux « design » avec plantes vertes. Une initiative trop isolée et trop tardive pour résoudre quoi que ce soit. Ce qui n'est d'ailleurs pas pour déplaire à tout le monde. Car, si l'affaire stagne, elle n'en recèle pas moins des trésors : liquider la production (armes, cycles, machines à coudre, etc.) permettrait de récupérer des restes non négligeables :

* D'abord l'affaire de vente par correspondance pour laquelle une usine ultra-moderne a été construite à la périphérie de Saint-Etienne il n'y a pas cinq ans, et qui, si elle n'est plus comme en 1963 la première en France, n'en reste pas moins bien implantée sur le marché ;

* Ensuite « le Chasseur français » qui tourne avec quelques personnes mais, avec ses 700 000 exemplaires mensuels, rapporte beaucoup ;

* Enfin et surtout la vieille dame occupe de vastes terrains situés en plein cœur d'une zone résidentielle. Une belle opération immobilière en perspective dont les études ont d'ailleurs été faites dès le début des années soixante-dix.

Un enjeu politico-financier

Mais pour accéder au magot, il faudrait démanteler l'entreprise, la « restructurer » comme disent avec élégance les technocrates. Et donc, se débarrasser d'une grande partie des 1 850 salariés. Tel est le plan préparé en haut lieu et tenu secret avant les élections municipales de mars 1977. La gauche unie ne s'y trompe pas. Elle mène une campagne virulente contre Michel Durafour, maire de la ville et alors ministre délégué à l'Economie et aux Finances. « Non au démantèlement, non aux licenciements, Durafour veut brader Manufrance. »

Conscients du drame que représenterait la disparition de la Manufacture, les Stéphanois suivent le Parti socialiste et le Parti communiste. Durafour est battu.

Mais en l'emportant, la gauche se retrouve avec un héritage empoisonné : d'une part, aux côtés des travailleurs, et pourtant, obligée de gérer Manufrance. Deux administrateurs, dont le socialiste Bruno Venin, conseiller général et maire adjoint, sont nommés au titre de la municipalité et de fait sont contraints d'intervenir en tant qu'actionnaire principal. La tâche est complexe : tout en luttant contre tous ceux qui veulent dépecer l'entreprise, il faut lui redonner sa compétitivité dans le cadre du système capitaliste pour empêcher sa disparition et, en même temps, défendre prioritairement les intérêts des travailleurs et leur emploi.

Le contexte général n'est pas fait pour aider la municipalité. Aux élections législatives de 1978, les deux députés de droite, Durafour et Neuwirth, se maintiennent. La municipalité de gauche comprend qu'elle devra se battre seule aux côtés des travailleurs.

Chez Manufrance, les plans succèdent aux plans, et les p.-d.g. aux administrateurs délégués : Messieurs Blanc, Fontvieille, Petit, Gadot-Clet, Mestries et de Saint-Just se suivent et mènent la même politique, au jour le jour, sans volonté et sans moyens pour régler les problèmes de fond de l'entreprise.

Sauver l'emploi et éviter que la survie de Manufrance ne devienne un enjeu politico-financier contre une mairie de gauche : tels sont les premiers soucis de l'équipe municipale qui, pour ces raisons, accepte au printemps 1979 la mise en place d'une société nouvelle Manufrance (S.n.m.). Les actionnaires en sont la Macif (une mutuelle d'assurance automobile), une société financière suisse Equitas, Fabis (une société de vente sur catalogue aux comités d'entreprise) et le comité d'expansion de la Loire. A dire vrai, seule la Macif a la capacité financière suffisante. La ville, entraînant le conseil général, garantit un emprunt de 40 millions de francs à la manufacture.

Pendant ce temps, la situation sociale est tendue à Saint-Etienne. Les travailleurs de l'entreprise multiplient les actions, conscients du fait que s'ils laissent faire, ils iront grossir sous peu les 12 000 chômeurs du département. Les socialistes émettent toutes leurs réserves quant au plan Mestries. A leur avis, compte tenu de l'importance des investissements à réaliser, le capital de départ de la nouvelle société est trop faible.

Pendant un an, sans l'appui du crédit des banques, sans soutien de l'Etat, donc sans investir, Manufrance se débrouille. Malgré tout, le catalogue s'est vendu à 1,5 million d'exemplaires et les commandes affluent. Ce qui confirme le potentiel et la viabilité de l'entreprise, que le ministre du Commerce et de l'Artisanat, René Monory lui-même, n'ose démentir.

Très vite, le piège gouvernemental se referme : l'aide promise par l'Etat (150 millions de francs) ne sera versée que si les actionnaires — autrement dit la Macif — s'engagent davantage et avec plus de 600 suppressions d'emplois supplémentaires. Cette dernière condition est inacceptable pour la Macif. Le 23 août dernier, elle démissionne du conseil d'administration mais reste actionnaire, ce qui laisse un espoir pour obtenir l'emprunt de 40 millions de francs à condition de trouver des contre-garanties.

Colère et dégoût

Depuis le retrait de la Macif, le gouvernement a beau jeu de refuser son aide sous prétexte que le conseil d'administration est inexistant. Blaise de Saint-Just, administrateur délégué de la S.n.m., démissionne à son tour le 10 septembre, contenant avec peine sa colère et son dégoût face à la machination qui est en train d'écraser Manufrance.

Tandis qu'à Saint-Etienne, la manufacture rassemble ses forces, les socialistes, avec toute la population, dénoncent l'attitude du Pouvoir. Pourquoi ni l'Etat ni les banques n'ont-ils accepté de jouer le jeu auprès d'une entreprise dont même Monory reconnaît qu'elle est viable ?

Quel intérêt au dépôt de bilan ? Faire payer aux travailleurs l'échec de la droite et de Durafour aux municipales de 1977 ? Faire 1 850 chômeurs de plus, sans compter les sous-traitants, dans une région déjà très touchée ? Faire payer la municipalité d'union de la gauche et les contribuables qui devront rembourser les 40 millions de francs d'emprunt garanti ? Punir la Macif qui perdra 10 millions de francs et un peu de sa crédibilité ?

Jusqu'à présent la détermination des travailleurs soutenus par la classe ouvrière stéphanoise et la municipalité de gauche a empêché la mise à mort de la « vieille dame ». Parce que tout ce gâchis les scandalise et parce que, de toute façon, ils n'ont plus rien à perdre, ils sont bien décidés à se battre jusqu'au bout. ●

Ce texte, également publié dans « Combat socialiste », a été rédigé par Jean-Marc Goubier, secrétaire fédéral aux Entreprises de la Loire, Bruno Venin, conseiller général socialiste et maire adjoint de Saint-Etienne, et des militants socialistes de Manufrance.

Marins-pêcheurs : laisser pourrir !

Partisan convaincu du laisser-faire économique, le gouvernement français aime aussi jouer la carte du laisser-pourrir social

PAR CHARLES JOSSELIN*

LE conflit de la pêche venu secouer, cet été, la torpeur gouvernementale particulièrement notoire dans notre pays en ce qui concerne les problèmes de la pêche se prolonge. Aucune de ses véritables causes n'a pu connaître, encore aujourd'hui, de solutions satisfaisantes. Les deux camps continuent de s'affronter : d'un côté, celui des pouvoirs publics, désespérément cramponnés aux concessions, si insuffisantes, récemment annoncées ; de l'autre, celui des marins-pêcheurs que la lutte n'a jamais effrayés, habitués qu'ils sont à affronter les « éléments déchaînés », même s'il s'agit de ceux de « La Royale ».

Cette radicalisation du conflit n'est, en fait, que la résultante attendue de l'absence totale d'une politique cohérente de la pêche dans notre pays et ce, particulièrement, depuis 1975. Résultante que les socialistes — et j'en ai été le témoin — avaient pressentie lors de leurs « Journées nationales de la mer », à Brest déjà, puis à Boulogne, le 1er juin dernier.

Ce véritable « coup du mépris » que nos dirigeants et la majorité qui les soutient — même si certains élus côtiers de droite s'en défendent aujourd'hui — justifie amplement l'inquiétude voire l'écœurement des « travailleurs de la mer ». C'est inacceptable, car ils ne sont pas, eux, les responsables du déclin des pêches maritimes françaises.

La politique économique nationale étant, hélas, conduite selon les principes d'une analyse macro-économique où les statistiques nationales tiennent un peu trop lieu d'évangile, on a refusé de considérer le poids relatif de la pêche et des activités qu'elle induit dans certaines régions de France (et notamment en Bretagne qui produit 45% de la pêche française) : pourquoi se soucier de 25 000 pêcheurs ? Si on ajoute à cela cet espèce de fatalisme dont fait preuve le gouvernement, fatalisme qui voudrait que la pêche française, étant moins compétitive que d'autres en raison de son éloignement des zones de pêche, soit inéluctablement conduite à un déclin, on aura compris l'explication de l'abandon progressif des aides à la restauration des petites installations portuaires, la faiblesse des moyens consentis à l'organisme de crédit maritime, l'absence d'une véritable organisation du marché et des circuits de distribution, et trop de mesures qui ne pouvaient que condamner la pêche française face aux actions entreprises par ses concurrents.

Il est, à cet égard, profondément révélateur qu'aucune proposition concrète n'ait été présentée par la France au conseil des ministres de la Communauté alors qu'elle en assurait la présidence et que Joël Le Theule avait pourtant annoncé qu'il y prendrait des initiatives. Le compromis de Bruxelles, signé en mai dernier, allait une nouvelle fois — en ne faisant plus référence à la notion si essentielle « d'égalité d'accès aux ressources » — témoigner de cette politique d'abandon du gouvernement français : la pêche est devenue monnaie d'échange dans les négociations communautaires.

L'Europe ne saurait être invoquée en guise d'excuse. Ce n'est pas l'Europe — comme certains veulent le faire croire aujourd'hui — qui a empêché la mise en place d'une véritable politique commune des pêches, mais bien l'indifférence ou la mauvaise volonté des Etats membres — y compris la France, on vient de le voir — mais bien encore le poids des intérêts financiers de la distribution et de la transformation du poisson.

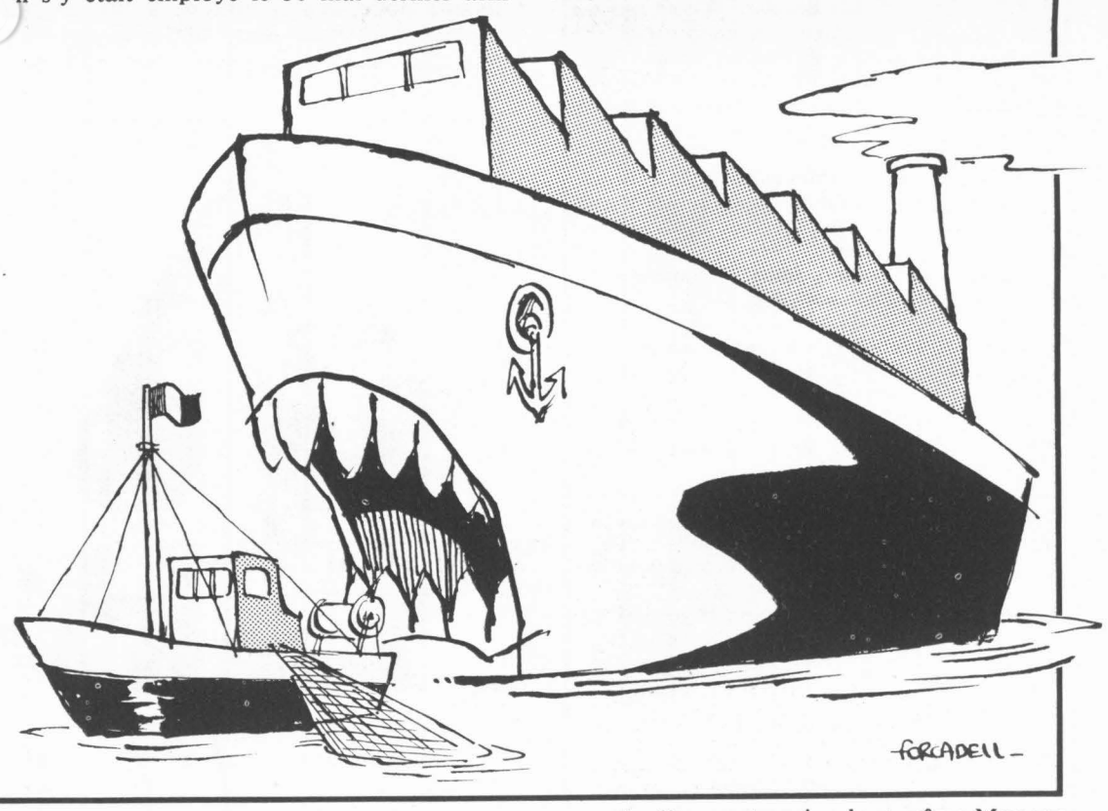
Cette ignorance du rôle que peut et doit jouer l'Europe dans la définition d'une politique commune des pêcheurs se comprend d'autant plus mal qu'il apparaît évident aujourd'hui que le domaine de la pêche est par essence transnational, ne serait-ce que parce que les lieux de pêche des bateaux français sont situés en général plus près des côtes étrangères que des nôtres, mais également parce que la gestion des stocks, du fait de la mobilité de certaines espèces, leur surveillance impliquent la coopération internationale.

Le 22 septembre prochain, le conseil des ministres de la C.e.e. doit à nouveau se pencher sur le problème de la pêche comme il s'y était employé le 30 mai dernier afin de pouvoir parvenir à un accord avant le 30 décembre de cette année. Mais quel sera le contenu de cet accord ? Permettra-t-il d'assurer le respect du principe de l'égalité d'accès aux ressources et l'instauration d'un système non discriminatoire de quotas de capture ? Permettra-t-il le développement d'une politique structurelle d'adaptation au nouveau contexte international ? Permettra-t-il la mise en œuvre d'un système cohérent de contrôle et de surveillance des lieux de pêche ? Assurera-t-il la réforme de l'organisation commune des marchés en vue d'offrir une protection efficace du Marché commun vis-à-vis des pays tiers ? Prévoiera-t-il enfin l'amélioration et l'harmonisation des conditions de travail et de sécurité des marins-pêcheurs de la Communauté ainsi que les respects sociaux conformément à l'article 117 du traité de Rome ? C'est en tout cas, sur ces bases minimales, que les socialistes français vont se battre au Parlement Européen.

Malheureusement, il n'est pas certain que les objectifs qui sont les nôtres triomphent. Sans doute à cause des résistances dont font preuve certains parlementaires de la communauté. Sans doute aussi parce qu'il est à craindre que le gouvernement français, partisan convaincu du laisser-faire économique, ne continue de jouer la carte du « laisser-pourrir » social, afin de mieux opposer les marins-pêcheurs aux autres catégories de Français.

C'est contre cela aussi que doivent se mobiliser les socialistes français. ●

** Député socialiste au Parlement européen et président du conseil général des Côtes-du-Nord.*



FÊTES DE LA ROSE

Les sections du Parti socialiste du Roannais organisent le 20 septembre à Roanne (Loire) la fête de la rose et de l'amitié (variétés avec Leny Escudéro, allocutions politiques, stands, Projet socialiste).

La fédération de la Marne organise, le 21 septembre au parc de la Patte d'Oie à Reims, une fête de la rose.

Thème solidarité avec les peuples d'Amérique latine, spectacles avec le groupe chilien Caleuche, musique ancienne avec Ysengoin, groupe folk les Chatelet.

Intervention politique de François Mitterrand.

La fédération de la Seine-Saint-Denis organise une fête de la rose, les samedi 27 et dimanche 28 septembre à Villemomble (93250) terrain de la Garenne, plateau d'Avron.

Avec Jean Roucas, Henri Tachan (le 27 en soirée) et un spectacle chanté sur la commune de Paris le 28 à 18 heures.

Allocution de François Mitterrand le dimanche vers 17 heures.

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 070. Ville de Beauvais (Oise) recrute pour son service contentieux un(e) attaché(e) titulaire de la licence de Droit - option droit public.
Adresser candidature avec curriculum vitae à M. le Maire.

Réf. 071. Ville de Dammarie-lès-Lys (Seine-et-Marne) (20 000 habitants - 45 km de Paris) recrute rédacteur pour service information. Conditions statutaires.
Adresser curriculum vitae à monsieur le Maire - 77190 - Dammarie-lès-Lys.

Réf. 072. Recherche éducateurs (trices) spécialisés (ées) de rue, diplômés (ées) - C.C. 1966.
Adressez candidature à : Mme Goyer association « Demain », hôtel de ville, 93110 Rosny-sous-Bois.

Réf. 073. Organisme économique départemental (région Centre) cherche collaborateur (trice) chargé(e) de l'implantation et du développement des entreprises.
Bonnes connaissances en droit et gestion des entreprises. Personne de contacts, expérience souhaitée.
Envoyer C.V. au journal qui transmettra.

Réf. 074. Montigny-les-Cormeilles 95370, recrute d'urgence :
— 1 rédacteur p/Sces techniques, élaboration et suivi de la partie adm. des dossiers techniques exp. appréciée.
— 1 agent de bureau dactylo pour enquêtes au B.A.S.
— 3 sténodactylographes
p/Sce secrétariat général
p/Sces techniques,
p/secrétariat du Maire.
Titulaires ou ayant été admis au concours C.F.P.C.
Adresser C.V. et motivations pour le poste à M. le Maire.

Réf. 076. Office public d'Hlm région parisienne recherche magasinier bâtiment tous corps d'état pour service d'entretien. Possibilité de logement sur place.
Ecrire au journal qui transmettra.

DEMANDE D'EMPLOI

Réf. 075. Assistance sociale, diplômée 80, recherche emploi sur région clermontoise.
Ecrire au journal qui transmettra.

DIVERS

Réf. 077. Près cité univ. Paris, à louer à étudiant chambre, en appartement, claire, conf. s.d.b., cuisine 600 F C.C.
Ecrire au journal qui transmettra.

Lettre ouverte à un réactionnaire lettré

Après avoir assuré la rentrée dans son lycée, Michèle Coquillat, professeur, a lu le livre de Paul Guth. Son sang n'a fait qu'un tour. C'est en polémiste qu'elle défend ses collègues et les enfants

PAR MICHELLE COQUILLAT

FRANCE, ton enseignement fout le camp », se lamente Paul Guth, dans un exercice de vitupérations académiques et laborieuses. La politique a tout saccagé, on a « désacralisé » l'école, on se livre à un « génocide intellectuel et moral », pendant que « les ennemis de la liberté lavent le cerveau des élèves », la mémoire flanche, on oublie les classiques, on égorge le latin, on assassine l'histoire, on porte au pinacle les mathématiques. Bref, l'horreur !

La faute de la gauche et des femmes !

Les coupables ? Ils sont clairement désignés : la gauche et les femmes. La gauche, direz-vous, tout de même un peu étonnés, mais, jusqu'à plus ample informé, les ministres responsables des réformes n'étaient pas de gauche. Certes, mais ce sont des politiciens « naïfs », pleins de « bonnes intentions », incapables de déceler les pièges qu'elle leur tend, « elle », la gauche ; une gauche qui, en réalité, a le pouvoir. C'est écrit. Quant aux femmes, elles sont trois ou quatre fois coupables... et tout d'abord, d'avoir osé réclamer le « droit à l'orgasme », scandale si choquant, pour Paul Guth, qu'il lui faut le « placer » quelque part, même là où il n'a que faire, dans un pamphlet contre l'enseignement.

Mais à mesure que les affirmations misogynes se multiplient, lorsque le comble de l'abomination scolaire est atteint avec la substitution de Colette et Simone de Beauvoir à Racine et Flaubert comme auteurs de baccalauréat, le propos prend une certaine cohérence, car c'est bien parce qu'elles ont obtenu le droit à l'orgasme, la liberté sexuelle et tutti quanti que les femmes se sont ouvert le chemin de la création littéraire, prérogative exclusive de l'homme bien entendu. On ne résiste pas, alors, au plaisir de citer cette perle de rhétorique machiste, à la page 100 : « Aujourd'hui, sur l'étal de notre inappétence, la femme s'offre, cuisses ouvertes, et les bouchers pédagogues jettent à nos enfants, toute crue, la littérature moderne. » Sans commentaire.

Il n'est pas nécessaire de poursuivre davantage l'analyse d'un texte, au demeurant très terne, qui se fait l'écho d'un grand nombre de critiques formulées, à l'heure actuelle, contre l'enseignement. Mais au lieu d'en rendre responsables ceux qui, à tout prendre, en sont les victimes, il serait certainement plus efficace et plus honnête de se demander pourquoi on en est arrivé là, et quels sont, en vérité, les symptômes du mal. Car on nous fait un enseignement au rabais, nous le savons bien. Un flot d'enfants se retrouve maintenant dans le secondaire, qui en était empêché auparavant par l'examen d'entrée en sixième qui faisait une sélection draconienne. Il est exact qu'un certain nombre d'entre eux ne maîtrise pas la lecture. La proportion en est-elle plus grande que naguère ? On peut en douter. Seulement, lorsqu'il y avait un cycle primaire prolongé, on prenait son temps, voilà tout. Maintenant c'est le premier cycle du secondaire qui doit faire face, adapter, vaille que vaille, un enseignement à des besoins terriblement hétérogènes.

Au lieu de se moquer de l'audiovisuel, il serait peut-être juste de se demander s'il ne constitue pas une réponse à la question posée : faire réagir l'enfant sur des images. Seulement voilà, cela comporte des risques, que l'on mesure tous les jours : car le recours systématique au visuel aliène la puissance créatrice qu'on a d'utiliser son imagination. L'image conditionne mais n'éduque pas. Elle enferme l'enfant dans une vision toute faite, et lorsque des millions de réponses identiques se font à la même incitation, on peut se demander quel genre de société on est en train de se constituer.

La puissance de l'image

Quelle déconvenue, dans une classe de quatrième, de proposer comme sujet de devoir un récit policier ou une aventure de science-fiction, et de recevoir trente copies identiques ! C'est le prix qu'il faut payer à l'uniformisation des systèmes, au remplacement de la lecture, exercice individuel et solitaire, par la pratique constante de ce petit « écran » où l'enfant noie sa propre imagination et qui est une barrière entre lui et la réalité. La puissance de l'image est telle qu'on a voulu s'en servir comme instrument de pédagogie, et que, très inconsciemment d'ailleurs, elle est devenue, à tout prendre, un instrument de propagande. C'est qu'à la demande de l'enseignement de masse, on n'a su répondre que par l'unifor-



misation ; il fallait répondre par l'individualisation. Cela demandait, au premier chef, davantage de professeurs de mieux en mieux formés.

Au lieu de petites classes, confiées à un maître vigilant et libre de faire un enseignement sans contrainte, ayant le temps de s'occuper de chaque enfant, individuellement, le professeur de collège se retrouve devant des classes lourdes qu'il lui faut, ne serait-ce que pour assurer un minimum de discipline, finir par traiter comme une sorte de collectif. S'il cherche à s'occuper des « cas », on lui reproche immanquablement d'abandonner « les bons » au profit des « mauvais », notions, dans ces classes-là toujours très précaires, voire même subjectives. Pourquoi ? Parce que l'économie règne, incompatible avec les grandes idées généreuses qu'on nous a fait miroiter et qui se révèlent un leurre.

Petits robots indifférenciés

C'est long et difficile de former un individu ; beaucoup plus simple de se contenter de le conditionner au monde du travail et à la technologie moderne. De cette façon, on est en train de manufacturer des petits robots indifférenciés. Quel avantage social et politique énorme d'avoir une société dont on peut prévoir jusqu'aux moindres réactions, non plus un monde d'« illettrés », mais un monde d'abrutis. Voilà pourquoi sans doute on a pu favoriser l'étude de la mathématique au détriment de celle de l'histoire, tellement plus dangereuse. Il est vrai que l'on fait marche arrière. Il est vrai aussi que cela est moins grave que la désindividualisation du corps enseignant. Rien n'est plus terrifiant, en effet, que de voir ces malheureux professeurs de collège, accablés de responsabilités, mal préparés à y faire face par une ou deux années de travail universitaire vague, après le baccalauréat, multipliés, par économie, dans un système où ils coûtent moins chers et travaillent plus longtemps, supplier qu'on leur donne des recettes, des systèmes pédagogiques.

Un encadrement d'inspecteurs est là pour répondre à leurs demandes, trop contents d'avoir ainsi bien en main une théorie d'enseignants mâtés, inquiets, sur qui ils ont un contrôle complet et qui auront tous la même technique. Comment vouloir alors donner à ces enfants un enseignement individualisé, au moment même où ils en ont le plus besoin, précisément parce que certains, avec des aptitudes fondamentales intérieures ou des handicaps sociaux plus grands, sont amenés à participer à un enseignement secondaire dont ils auraient été naguère exclus ? Ce qui est plus grave encore c'est que tout est fait pour donner aux professeurs le sentiment de leur inimportance, la certitude qu'ils sont interchangeables et que par là ce qu'ils rapportent à leur élèves n'a guère de valeur en soi. Ils ne peuvent que se sentir des objets dans une grande machine, placés ou déplacés au gré d'un système arbitraire, « mutés » sans souci de leur compétence ou de leur carrière propre, maintenus de plus en plus immobiles dans un grand corps empêtré de soi. Certains se suicident. D'autres, les plus individualistes justement, s'en vont. Car le spectacle de ces adolescents uniformisés, tristes, et conformes qu'ils ont sous les yeux n'est pas toujours supportable.

Le bon vieux temps

C'est cela qui est grave, et non pas que l'on ait assassiné le latin ou égorgé l'histoire, erreurs, à tout prendre, modifiables. Au demeurant les classiques ne sont pas morts, et bien des professeurs de quatrième continuent, traditionnellement, à étudier « le Cid » en classe. Quant à affirmer que l'école ait périclité parce qu'on a remplacé Francis Jammes par Eluard, on peut en douter. Prétendre qu'une plus grande justice régnait auparavant, même si Monsieur Paul Guth rappelle ses « humbles origines », on sait ce qu'en vaut l'aune, et nul ne veut y parvenir. Sans doute notre réactionnaire regrette-t-il le temps passé, le temps béni où l'école s'ennuyait doucement en attendant que ça se passe. Maintenant elle cherche à s'ouvrir sur le présent, et c'est probablement ce qu'il appelle « la politisation » de l'éducation. Certes, c'était pratique ce temps où une bonne partie des intellectuels, enfermés dans d'austères études, laissaient aux politiciens le loisir de faire ce qu'ils voulaient, ou plutôt de ne jamais rien changer à rien. Tout cela, finalement, c'est fini... et c'est bien de la faute de la gauche et des femmes, évidemment. ●

« Lettre ouverte aux futurs illettrés », par Paul Guth, Albin-Michel.

La chanson au secours de la francophonie

Pour défendre le français - un patois qui a réussi - la chanson est en première ligne

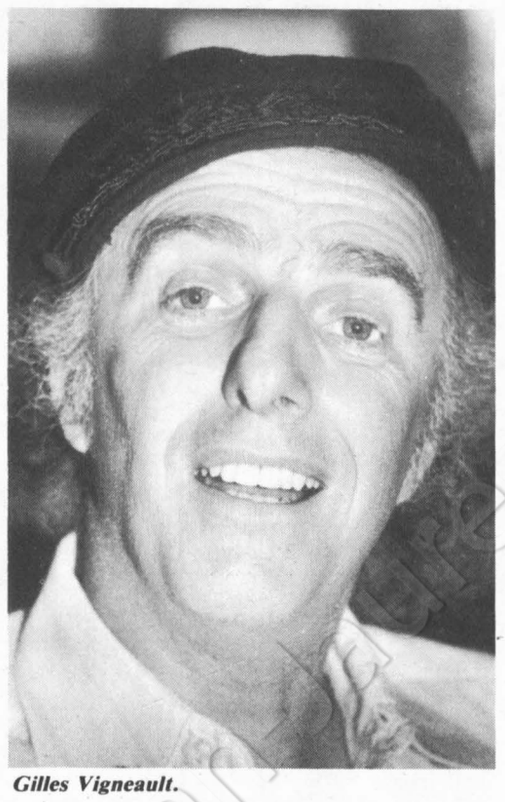
PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

« Si Louis XIV s'était installé à Namur, toute la France parlerait le wallon de Namur. Le français, c'est un patois qui a réussi, qui s'est imposé au hit-parade des langues et qui, par ailleurs, s'il ne se défend pas, finira pas se faire manger par l'anglais. » Le chanteur wallon Julos Beaucarne n'est pas le seul à s'inquiéter de l'avenir du français. La semaine dernière, à Montréal, les élus de trente-deux pays réunis au sein de l'Association internationale des parlementaires de langue française ont fait un triste bilan : l'anglais est désormais partout, le français nulle part. En mai dernier, au sommet franco-africain de Nice, le président du Sénégal, Léopold Sedar Senghor, a préconisé la création d'une « communauté organique » entre tous les pays francophones du monde. Les ministres des Affaires étrangères de la francophonie doivent se réunir à Dakar le 5 novembre prochain pour discuter ce projet.

Il est manifeste que le personnel politique qui s'agite soudain ainsi a un bon train de retard sur le monde artistique. Il y a belle lurette que les saltimbanques francophones se serrent les coudes entre eux ! Pour eux, les frontières sont abolies depuis longtemps. Pour une raison évidente, comment pourrait vivre un écrivain de Suisse romande s'il ne s'adressait qu'au million et demi de francophones helvétiques ? Il a besoin de trouver des lecteurs hors de son pays. Il en va de même pour les Québécois et les Wallons, pour ne citer qu'eux.

Quand personne ne voulait l'entendre du Québec, Félix Leclerc est venu démarrer sa carrière en France. C'est en France que Jacques Brel a « éclaté ». En France aussi que le romancier suisse Jacques Chessex a été reconnu par le biais d'un prix Goncourt. Paris a longtemps été La Mecque de la Francophonie. Il y fallait faire un pèlerinage pour être accepté dans son propre pays. Aujourd'hui encore Julos Beaucarne se plaint de cette « force francifuge » : « Bien des Wallons ont le nez tourné vers Paris et ne voient même pas ce qui se passe à Namur. » Le chanteur suisse Michel Buhler est plus nuancé : « La Suisse romande n'a sans doute longtemps été qu'une province française, avec une frontière en plus. Mais c'est peut-être en train de changer... »

Qu'est-ce qui change ? Simplement les échanges à l'intérieur de la francophonie ne se font plus à sens unique. Ils ne s'organisent plus seulement autour d'une mère abusive : la France. On voit maintenant, au contraire, des artistes français qui ne négligent pas d'aller se colleter avec le public d'outre-France ; ainsi de Bernard Lavilliers qui part régulièrement à l'assaut du Québec. On voit couramment des artistes francophones s'entraider ou s'influencer sans se préoccuper de la rumeur parisienne. C'est, par exemple, le wallon Julos Beaucarne qui a fait venir et connaître de ce côté de l'Atlantique le Québécois Raoul Duguay.



Gilles Vigneault.

C'est au Québécois Gilles Vigneault que le Suisse Michel Buhler doit d'avoir osé faire de la chanson son métier : « J'étais, raconte-t-il, instituteur en Suisse. Un jour j'ai entendu Vigneault à la radio. Il chantait « Mon pays c'est l'hiver ». Je me suis tout de suite reconnu. La radio a enchaîné en annonçant le passage de Vigneault à Genève. J'ai foncé là-bas. Je l'ai rencontré. Je lui ai chanté quelques chansons. Après, il m'a pris en tournée avec lui, en première partie. » Vigneault et Buhler, depuis, chantent souvent ensemble. La francophonie s'en va sur les routes et Vigneault dit joliment : « Moi, je chante en deuxième partie de Michel Buhler. »

J'imagine assez la stupeur de ceux qui, à Québec ou à Chicoutimi, à Namur ou à Neufchâtel, ne s'intéressent qu'à la chronique parisienne. Ces jours-ci l'habituelle rubrique artistique française de leur journal local doit les surprendre ! Il n'y est question que de gens de chez eux. La rentrée sur les scènes parisiennes, en effet, constitue un cas parfait de « francophonite » aiguë : le Wallon Julos Beaucarne est à Bobino jusqu'au 12 octobre (1) ; le Suisse romand Michel Buhler et le Québécois Gilles Vigneault (2) investissent l'Olympia jusqu'au 28 septembre.

En somme, la parole est à nos « cousins » d'un peu partout. Si nous voulons sauver la langue française il serait grand temps de la leur laisser. Et la chanson n'est pas le plus mauvais des moyens pour y parvenir. Julos Beaucarne est de cet avis : « Une chanson c'est peu de chose, mais ça peut y faire pour la langue. » Pas seulement pour la langue. Il est vrai qu'à écouter Vigneault on récupère des mots français oubliés. Mais à les entendre tous parler de leurs pays respectifs, des luttes qu'ils y mènent, des espoirs qu'ils y vivent, on ouvre aussi la porte aux idées. « La francophonie, dit Michel Buhler, c'est une fenêtre qui s'ouvre. Il y passe soudain des courants d'air imprévus. Des brassages se font. Des préjugés tombent. On sort de l'horizon de son nombril. On regarde les autres. On commence à avoir une vue mondialiste du destin des hommes. On fait des rencontres. On apprend la différence. Et, au bout du compte, on se sent plus fort, moins seul et moins fragile. »

D'un refrain à l'autre ils se répondent. Beaucarne chante : « La pluie est la prêtresse de mon pays. » Et Vigneault sonne en écho : « Mon pays, ce n'est pas un pays / c'est l'hiver. » Buhler prévient : « Quand vous ferez la guerre je choisirai mon camp / j'irai avec mes frères avec les pauvres gens. » Et Vigneault rêve : « Quand les hommes vivront d'amour (...) les soldats seront troubadours ». Beaucarne le dit clairement : « La Wallonie reste à faire. L'homo ouallaonus est encore à naître. » Et Vigneault le crie : « Il me reste un pays à te dire. » Ils chantent tous les trois, selon l'expression de Vigneault, « avec les mots du dimanche ». C'est là la seule chance de la francophonie.

Tous francophones, mais pas tous semblables. Chacun ses habits, chacun ses mots et le français pour tous comme dit Julos Beaucarne : « Nous sommes en tout cent quatre-vingts millions de francophones dans le monde. Voilà pouqwe no ston girs d'yesse Wallons (voilà pourquoi nous sommes fiers d'être wallons). » ●

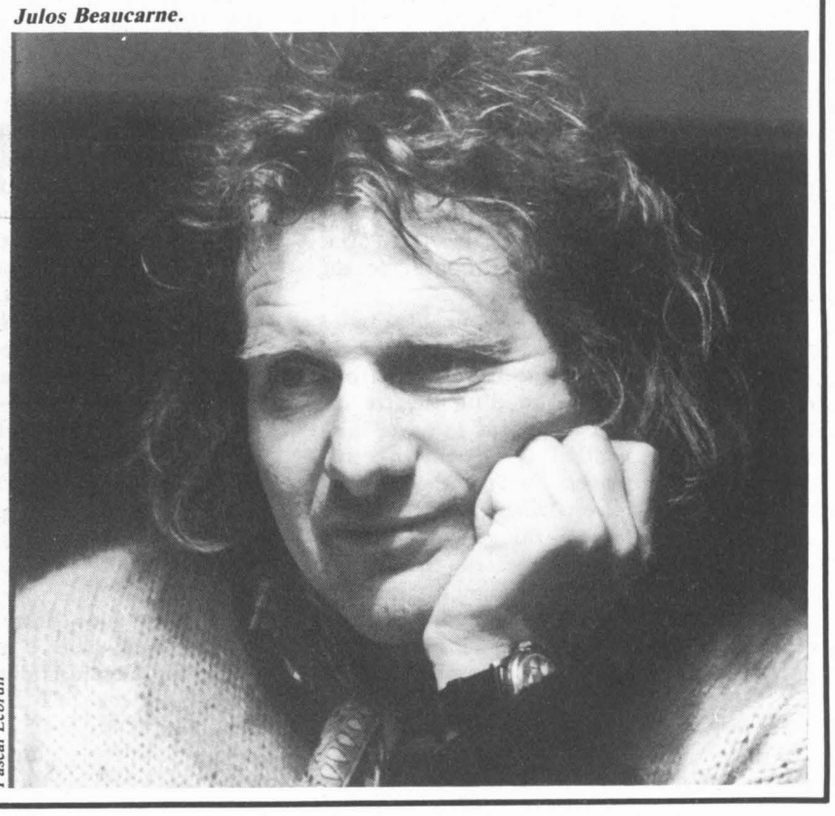
(1) Le dernier disque de Julos Beaucarne vient de sortir : « Le chanteur du silence » (RCA ML 37 427). Au même moment paraît un livre signé par lui : « Mon terroir c'est les Galaxies (éditions Louise-Hélène France/Editions alternatives et parallèles).

(2) La chanson de Gilles Vigneault « les Gens de mon pays » est devenu ces jours un livre pour enfants, publié par les éditions Etudes Vivantes (19-21 rue de l'Ancienne-Comédie, 75006 Paris). Dans la même collection on trouve « le Tour de l'île » de Félix Leclerc.

Michel Buhler.



Julos Beaucarne.



Pascal Lebrun

Le come-back français

Le cinéma français a retrouvé ses vieux lions, qui, eux, ont retrouvé leurs dents. Quelle rentrée !

PAR SERGE RICHARD

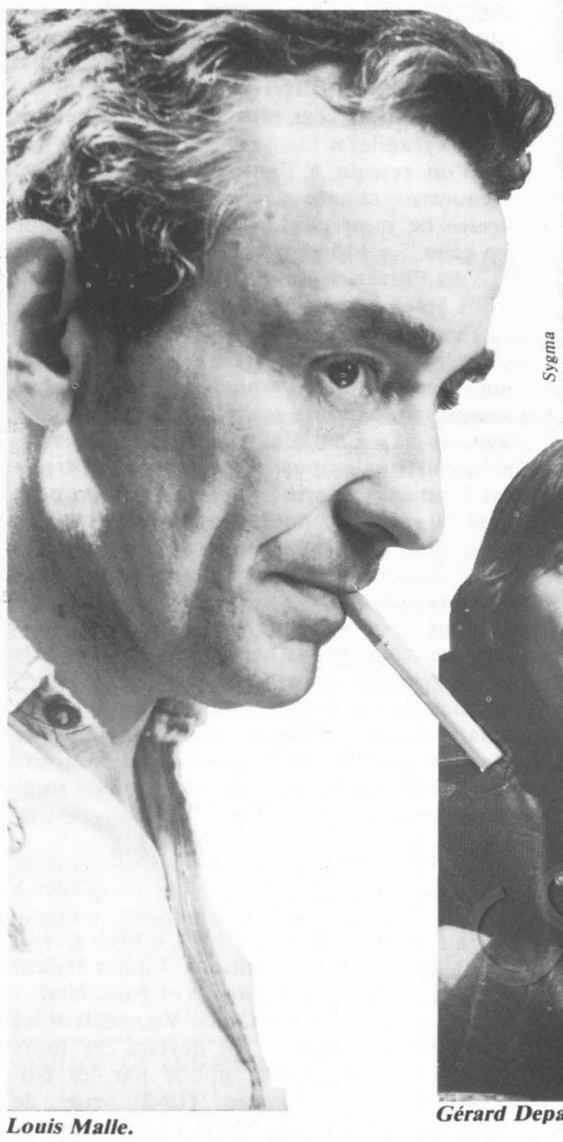
LES vieux lions ont décidément retrouvé leurs dents. Ils auraient manqué à une rentrée exceptionnellement satisfaisante pour le cinéma français. C'est si rare de pouvoir tout à la fois applaudir les « anciens » Truffaut, Malle, Pialat — et Chabrol, avec son « Cheval d'orgueil », ne saurait tarder — tout en saluant l'apparition d'un nouveau venu aussi prometteur que l'auteur d'« Extérieur, nuit », Jacques Bral ! Cependant que la génération intermédiaire, avec Francis Girod, se signale à l'attention grâce à autre chose que l'effrayant matraquage publicitaire organisé par la Gaumont autour de « la Banquière » : passé le premier réflexe d'agacement, et même si Girod ne fait pas dans la dentelle, il faut reconnaître à son œuvre une force, une virulence trop rares, qui vont bien avec ce film sur les rapports entre l'argent et l'ordre (politique, social, moral).

Le regard sur « l'ordre » d'une époque

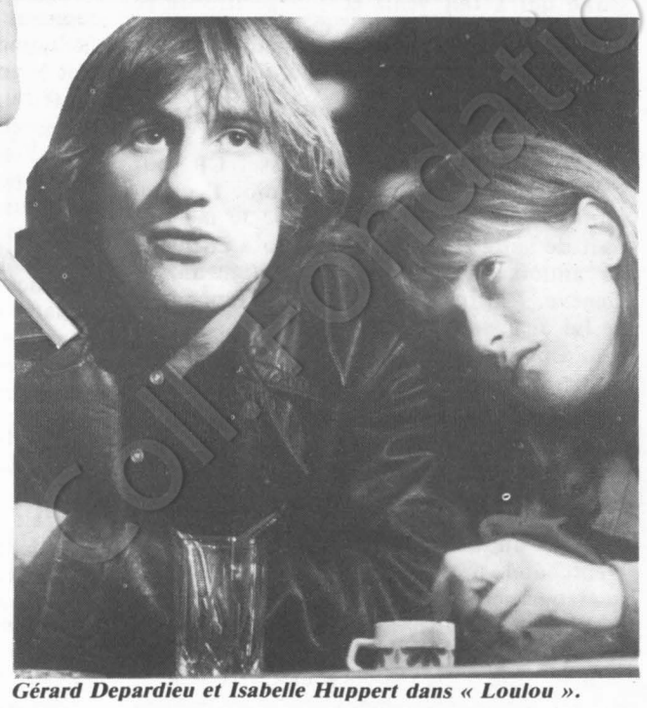


Sygma

Romy Schneider dans « la Banquière ».



Louis Malle.



Gérard Depardieu et Isabelle Huppert dans « Loulou ».

du passé qui permet souvent d'établir quelques repères utiles à la nôtre, c'est aussi celui que François Truffaut, avec son « Dernier métro » — celui qu'il ne fallait pas rater sous peine d'enfreindre le couvre-feu — jette sur les années noires de 1942-1944.

Pas de contresens ! Ce n'est pas un film « sur l'Occupation » que « le Dernier métro », mais un hymne à la gloire du théâtre et des gens de scène. Un peu l'équivalent de ce que Truffaut avait offert avec « la Nuit américaine », en hommage au cinéma.

Naturellement, à aucun moment on ne peut oublier la présence des nazis et de leurs séides français : « le Dernier métro » raconte en effet l'histoire d'un théâtre où le directeur juif se cache dans la cave, laissant sa femme, Catherine Deneuve, continuer son œuvre avec l'aide du comédien Granger (Gérard Depardieu), avec qui elle va s'abandonner à une nouvelle version de « Jules et Jim ». Sans cesse les rendez-vous de résistants, les tickets d'alimentation, les convocations à la Kommandanture, les chansons de Lucienne Delyle, les manteaux noirs de la Gestapo, les éructations de Philippe Henriot à la radio, les gigots du marché noir, tout cela constitue l'arrière-fond du film.

Mais c'est comme pour mieux faire ressortir combien la grandeur de l'art survit à tout grâce à de courageux serviteurs : « The show must go on », « le spectacle doit continuer » et, quoiqu'il se passe, parvenir à éviter tous les périls, tous les obstacles. Car « l'ennemi » a aussi envahi le théâtre : moins que l'occupant lui-même, peu visible dans le film de Truffaut, ce sont ses complices français qui s'avèrent les plus dangereux. Par exemple, ce Daxiat — Alain Laubreaux, critique-flic de « Je suis partout » exerçant sa tyrannie sur un théâtre en pleine floraison (Anouilh, Giono, Claudel, Montherlant, Cocteau, Sartre) malgré la censure et les pannes de courant.

Gloire donc du spectacle, honneur aux comédiens et honte au pouvoir politique quand il veut poser son gant de fer sur le rideau de velours. Cela dit sans élever la voix plus qu'il ne faut, ce qui n'étonnera pas venant de Truffaut. « Le Dernier métro » (ne le ratez pas !) séduit et attache par les seules vertus de ce classicisme serein, propre aux œuvres majeures de Truffaut.

Tout au plus notre cinéaste s'autorise-t-il quelques clins d'œil à Hitchcock. De même qu'il est difficile de ne pas penser à John Huston en présence d'« Atlantic City » de Louis Malle. Mais dès le pré-générique — un immense immeuble jeté bas d'un coup, au beau milieu d'Atlantic City, pour faire place aux machines à sous et aux tables de roulette des usines à jeu — Malle vous coince dans les recoins de cette ville-piège où viennent s'échouer tous les paumés de la côte est.

Par exemple ce quatuor inattendu : la hippie qui a mal digéré sa philosophie orientale, le petit voyou traficoteur, la serveuse de snack qui veut « en sortir » (Susan Sarandon) et le vieux bookmaker (Burt Lancaster) qui s'est inventé un fracassant passé dans la pègre. Déceptions, agressivité, duplicité, mensonge, mythomanie et, par-dessus tout cela, le roi dollar qui mènera l'un à sa mort, l'autre à la trahison, un autre encore au meurtre.

C'est, monté très sec — trop sec ? —, un « policier » et on se gardera d'en raconter plus. On n'accordera que plus d'attention au subtil travail de Malle pour harmoniser à ses personnages ces jetées, ces vagues grises, ces murs grignotés. Dans une lumière crépusculaire, au milieu du fracas de la chute des buildings anciens d'Atlantic City, s'évanouissent les valeurs « humanistes » d'une certaine Amérique.



Catherine Deneuve dans « le Dernier métro ».

Pas sûr que, de ce côté de l'Atlantique, nos propres valeurs traditionnelles aient conservé toute leur consistance. Combien sont-ils, par exemple, de jeunes barbares nommés Loulou ? Dans le nouveau film de Maurice Pialat portant ce nom, Loulou (Gérard Depardieu), c'est le loubard qui, un soir, drague Nelly (Isabelle Huppert). Une petite bourgeoise tellement subjuguée qu'elle en abandonne le domicile conjugal : elle part vivre avec son marginal, acceptant même d'être enceinte de lui.

Un épisode dramatiquement très fort — une journée en banlieue dans la famille de Loulou — va tirer brutalement Nelly de son rêve. Pour éviter de s'engluer à jamais avec un enfant dans le futur que lui préparent Loulou et les siens, elle choisit d'avorter. Et l'on devine bien que très probablement, pour pasticher le titre d'un autre film de Pialat, Loulou et elle « ne vieilliront pas ensemble ».

Ce qui a apeuré Nelly, c'est la brutale découverte, ce jour-là, de la France des « petites gens ». Rien à voir avec les quadragénaires à la parole facile et portant beau même leur chômage ou leur désespoir amoureux, tels que les présente Claude Sautet, le peintre traditionnel des classes moyennes. Mais bien plutôt le menu peuple de Pialat dans « Passe ton bac d'abord ».

Les pauvres, quoi. Pas forcément les plus financièrement démunis, mais ceux qui sont pauvres en tout. Pauvres en informations. Pauvres en culture même considérée simplement comme outil de vie quotidienne. Pauvres en communications : qu'on écoute le vocabulaire schématique et les dialogues rarement achevés de Loulou et des siens. Cela, plus encore que les différences, rend compte des terribles injustices de la société de classes.

Mais au sein de ce monde où Pialat promène un œil acéré, ni complaisant ni vraiment chaleureux, un clivage s'est opéré : le malaise des plus jeunes les a amenés à rejeter ce en quoi croient encore leurs aînés : les valeurs du travail, par exemple, ou l'existence d'une « moralité publique ». Ainsi le prolétariat, après la bourgeoisie et différemment d'elle, secrète-t-il ses marginaux.

Le protagoniste de « Loulou » incarne cette génération : par exemple, sans bien sûr théoriser son attitude, il adopte vis-à-vis du travail une position de refus systématique : ce n'est jamais là que pousser à l'extrême une tendance actuelle qui, on le sait, gagne du terrain parmi les jeunes. De même, pour aider un copain, Loulou participe-t-il sans hésiter à un cambriolage : au regard dès lors de l'amitié, que valent les lois tout court ? La grande règle de Loulou et de ses semblables, c'est celle du plaisir (et pas seulement du plaisir sexuel) : priorité absolue.

Sans doute ne faut-il pas rendre Loulou plus libertaire, plus soixante-huitard qu'il n'est dans le film. Ni sans doute trop chercher « la » solution à tout du côté des marginaux. Mais l'irruption récente un peu partout de garçons ressemblant à Loulou, l'éclosion de divers types de « dériveurs » amoraux, sinon asociaux, tout cela doit, au moins, pousser à se poser quelques questions. Comme dans les cahiers d'écoliers : la marge, ça aide à corriger. ●

François Truffaut : « le Dernier métro » ; Louis Malle : « Atlantic City » ; Maurice Pialat : « Loulou ».

Collection Jean-Pierre Lavaud

La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS



Sygma

Balanchine dirigeant le New York City Ballet.

ETERNEL RABOLIOT

Haine de la guerre et amour de la nature : ces deux convictions ont dominé la vie de Maurice Genevoix, qui, pour être devenu un prince des lettres, n'en était pas moins resté un homme de la vie. D'ailleurs, c'est le portrait d'un marginal, d'un exclu, qui fit la gloire littéraire de Genevoix : le fameux « Raboliot » qui lui valut le prix Goncourt dès 1925. Ce « Raboliot » qui sera justement diffusé, dans une adaptation télévisée de Jean-Louis Bory, le samedi 20 septembre à 20 h 30 sur FR3. Pas parce que Maurice Genevoix vient de mourir. Simplement parce que c'était prévu bien avant qu'il ne disparaisse. Un beau hasard, en somme, où une œuvre prend naturellement le relais d'une vie.

Pour Hervé Bazin, Genevoix aura été « un exemple superbe et unique de longévité dans le talent ». Pas une ride, en effet, ce « Raboliot » plus jeune que jamais. L'éternelle jeunesse de Genevoix ajoutée à celle de Bory nous promet une émouvante soirée de télévision. Les absents ont parfois raison...

QUI A PEUR DE DANY ?

On allait à nouveau entendre parler de Daniel Cohn-Bendit. C'était sûr, c'était juré. Jean-Marie Cavada et Michel Toulouze, producteurs du magazine « Nouveau Vendredi » sur FR3, lui avaient commandé un reportage sur l'Allemagne d'aujourd'hui à la veille des élections du 5 octobre 1980. L'émission devait être diffusée le 26 septembre. Elle est terminée mais elle vient d'être « déprogrammée » par le p.-d.g. de FR3 Claude Contamine. Comme par hasard, on ne peut joindre ni Cavada ni Contamine pour leur demander des explications. On ne peut que constater que « Minute » a mené une grosse campagne contre la présence de Cohn-Bendit sur le petit écran français. Claude Contamine partagerait-il la xénophobie notoire de cet hebdomadaire ? Ou bien a-t-il reçu un ordre de l'Elysée ? L'actuel président de la République prendrait-il son inspiration dans l'idéologie d'un hebdomadaire à scandale ? Qui a peur de qui ? Contamine et Giscard de Cohn-Bendit ? Ou plus simplement Contamine de Giscard ? Car c'est bien en décembre prochain que les p.-d.g. des chaînes de télévision doivent être reconduits dans leurs fonctions...ou débarqués !

LA DEUXIEME MORT D'HENRI LANGLOIS

Jean Cocteau l'appelait « le dragon qui veille sur nos trésors ». Henri Langlois avait été le fondateur et l'animateur jusqu'à sa mort (en 1977) de la Cinémathèque française. Pendant des décennies, à force d'astuce et de persévérance, il avait accumulé les bobines. Sans aide publique conséquente. Et même, entre 1968 et 1972, en devant faire face à l'hostilité mesquine de l'Etat. Plus de trois ans après sa disparition, on attendait toujours que le ministère de la Culture fasse enfin quelque chose pour la Cinémathèque, prolonge l'œuvre de Langlois au-delà des parlotes bon chic bon genre. Pour tout dire, on attendait de l'argent. Des subventions qui auraient permis de mieux stocker et répertorier tout ce que Langlois avait récupéré et mis à l'abri (un peu partout dans l'Hexagone !) au cours de sa vie.

Eh bien ! ce fric a enfin été débloqué, le 7 août dernier par Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture : un « crédit exceptionnel » de quatre millions de francs sera affecté à la construction de locaux de stockage de films. Mais dans quelles honteuses circonstances cette décision a été prise ! Il a fallu qu'un dépôt de fortune de la Cinémathèque brûle dans les Yvelines le 3 août 1980 pour que les pouvoirs publics se réveillent. Il a fallu attendre une deuxième mort d'Henri Langlois.

LE PRIX D'UNE « TOILE »

Charles Edeline, président de la Fédération nationale des cinémas, a annoncé deux bonnes nouvelles : désormais, les jeunes de moins de 18 ans et les personnes de plus de 65 ans paieront leurs places de cinéma 30 % moins cher ; et, chaque lundi, cette réduction s'étendra à tout le monde. Bonnes nouvelles pour qui ? Théoriquement pour les spectateurs, puisque « les prix seront de l'entière responsabilité de l'exploitant qui pourra les ajuster en fonction de l'importance du film, du profil de la clientèle, du jour des scéances, voire de l'heure et de l'emplacement de la salle » ; chacun pouvant donc aller où le prix lui convient. Pratiquement, la situation va se retourner au seul profit des exploitants de salles. Dans quelques mois les prix des places seront complètement libres et risquent d'atteindre des chiffres astronomiques. Edeline l'a laissé entendre sans la moindre gêne : « Cette mobilité des prix a été l'objet d'une promesse de modération : les exploitants s'engagent à faire usage de cette liberté des prix des places dans la limité de l'évolution générale des prix jusqu'au 30 juin 1981. » Comprenez : après cette date, finie la modération !

Les exploitants ne voient-ils pas que leur arme est à double tranchant ? Ne comprennent-ils pas qu'une politique sauvage de prix des places risque de vider les salles ? A vouloir trop la faire pondre, ne vont-ils pas tuer la poule aux œufs d'or ?

LETTRE AU PRESIDENT

Valéry Giscard d'Estaing avait promis d'être le« président de tous les Français ». Cette promesse n'a évidemment été suivie d'aucun effet. En fin de mandat, Giscard n'essaie même plus de donner le change. Hier, au début de son septennat, il conviait des artistes et des intellectuels à l'Elysée. Aujourd'hui, il boude les saltimbanques ; soixante-deux d'entre eux, soixante-deux artistes du spectacle (Gabriel Bacquier, Guy Bedos, Georges Brassens, Julien Clerc, Régine Crespin, Danièle Delorme, Christiane Eda-Pierre, Robert Hossein, etc...) lui ont écrit pour réclamer le vote d'une loi reconnaissant enfin leurs droits d'artistes interprètes. Giscard n'a pas daigné répondre...

L'AMERIQUE, C'EST PAS LE PEROU !

Le quai d'Orsay fait beaucoup de tapage autour de cela : il paraît que le ministère des Affaires étrangères serait en train de faire peau neuve...en matière de culture ; des mesures « révolutionnaires » (mais si !) seraient imminentes. Renseignements pris, voici les faits : le 1er novembre prochain, un comité présidé par l'ex-sous-ministre Michel Guy rendra publique une liste de dix artistes qui seront boursiers du gouvernement français aux Etats-Unis pendant une année. Quelle révolution, mes aïeux ! Dix bourses de plus, vous vous rendez compte ! Et pour des artistes !

A titre de comparaison : le gouvernement de la province du Québec, au Canada, fait vingt fois mieux depuis vingt ans. Et, là-bas, personne ne parle de révolution.

LE BLUFF DE GISCARD

A la sortie de la messe, le 15 août dernier, à Fréjus, Valéry Giscard d'Estaing a fait un grand numéro sur le « succès » de l'année du patrimoine. Se prenant à ses propres mots , il est allé jusqu'à déclarer :« Il ne faut pas penser que le patrimoine est une chose morte. Il s'accompagne de la création du patrimoine contemporain et vous verrez que dans le budget de la culture de 1981 il y aura un grand effort pour l'aide à la création en matière artistique. » Dixit ! Or, justement, le budget de la culture en question vient d'être connu : c'est un budget en régression ! Son augmentation est inférieure à la progression générale du budget global du pays. Et s'il est vrai que l'aide à la création s'y trouve en progression, cela veut dire qu'elle progresse au détriment d'autres postes budgétaires. Bref, pour donner du poids à son bluff de Fréjus, Giscard déshabille Pierre pour habiller Paul. Une méthode que la Ve République a toujours pratiqué.

LE SACRE DE STRAVINSKY

Une fête ! Un feu d'artifice ! Un bouquet musical et chorégraphique ! Le Festival d'automne vient de commencer une rétrospective Stravinsky qui durera jusqu'au 15 décembre 1980 : soixante et onze œuvres exécutées (sur les cent neuf qu'il a écrites), vingt-deux concerts, vingt-neuf soirées de danse et deux mois et demi d'exposition au Musée d'art moderne de la ville de Paris.

Demandez le programme ! Il faut choisir. Personne ne pourra tout voir ni tout entendre. Retenons d'ores et déjà de grandes soirées : un programme du New York City Ballet composé par Balanchine au Théâtre des Champs Elysées, jusqu'au 21 septembre) ; « Deux poèmes de Verlaine » et « Abraham et Isaac » par l'orchestre de Paris (les 2 et 4 octobre) ; « L'Oiseau de feu » et « Petrouchka » par le London Symphony Orchestra dirigé par Claudio Abbado (le 8 octobre) ; « The Roke's progress » par le Glyndebourne Festival Opera (du 12 au 17 novembre) ; six concerts de Pierre Boulez à la tête de l'Ensemble Intercontemporain, de l'Orchestre de Paris et de l'Orchestre National ; en final une version de « l'Histoire du soldat » qui réunira Roger Planchon, Patrice Chéreau et Antoine Vitez.

Pour les fous de Stravinsky, d'autres surprises : un coffret de trois disques, « Stravinsky par Stravinsky » (C.B.S. 79. 335), où l'on troue « les Noces », « Renard »,« Ragtime pour onze instruments », « Symphonie de psaumes » etc... ; un numéro de la revue « l'Avant-scène » consacré à Stravinsky ; et une livraison spéciale du mensuel « Diapason » en octobre.

LA MODULATION EN HAUSSE

Les derniers sondages effectués par le centre d'étude des supports de publicité nous ont valu une belle surprise : en 1980, les chaînes de radio en hausse sont celles qui émettent en modulation de fréquence. Des chiffres agréables à égrener : France Culture est désormais écoutée par 7,3 % de la population française et France Musique par 10,8 %. France Culture progresse de 32,7 % par rapport à 1979 et France Musique de 32 %. Les Français seraient-ils de plus en plus dégoûtés des soupes et autres fadeurs péripériques ?

HUGO EN MUSIQUE

« Drame chanté », disent les publicités. C'est là une expression déguisée pour ne pas dire « Comédie musicale », dénomination qui n'a jamais enthousiasmé le public français. Mais les faits sont là : Robert Hossein présente la première comédie musicale de sa carrière au Palais des Sports jusqu'au 14 décembre. Il n'a pas pris n'importe quel thème. Il s'est carrément attaqué à un des monuments de la littérature française, « les Misérables » de Victor Hugo. Une gageure. Robert Hossein le sait : on l'attend au coin du bois. Il a mis des atouts de son côté : fidélité à l'œuvre et aux personnages, engagement d'artistes chevronnés (Maurice Barrier, Yvan Dautin, Rose Laurens, Marianne Mille, Jean Vallée, etc.) Mais le souffle ? L'épopée résistera-t-elle au traitement musical? Hossein échappera-t-il au réalisme un peu lourd de certaines de ses réalisations précédentes ? Réponse sur la scène, à partir de ce 19 septembre.

LIBERTE A LA MAROCAINE

Caprice du climat politique actuel : c'est un plein mois d'août qu'un petit vent frais de liberté a soufflé sur l'Afrique du Nord. A Tunis, Habib Bourguiba a fait libérer tous les prisonniers politiques du pays. A Rabat, Hassan II n'est pas allé jusqu'à l'amnistie générale, mais des dizaines de détenus ont néanmoins été élargis. Parmis eux, le matricule 18611 de la prison de Kemitra : le poète Abdellatif Laabi, trente-huit ans, qui croupissait dans une cellule depuis 1972, et dont l'état de santé inquiétait l'opinion internationale. Au nombre de ceux qui restent derrière les barreaux : Abraham Serfaty, également condamné pour délit d'opinion, également poète, également malade. Deux poètes, deux justices : la liberté à la marocaine a une drôle de gueule...

MORT D'UN EDITEUR

Il y a des gens qui s'en vont comme ils ont vécu : discrètement. Ainsi de Guy Lévis-Mano, éditeur et poète. Sa mort, en plein été 1980, a pourtant dû provoquer plus d'un pincement au cœur chez les poètes et leurs lecteurs. Il avait été le premier à éditer René Char, Paul Eluard, André Breton, Jacques Prévert, les surréalistes, Gisèle Prassinos et tant d'autres. A plus de soixante-quinze ans il continuait dans son atelier parisien de la rue Huygens à surveiller lui-même sa presse à bras, à imprimer, à diffuser. Poésie, quand tu nous tiens ! Guy Lévis-Mano n'est plus, mais les petites plaquettes marquées du sigle G.L.M. n'ont pas fini de circuler.

Maurice Genevoix.



Sygma

« Raboliot ».



collection Jean-Jaurès

Méditerranée : mère ou marâtre ...

Organisé par le P.s., le colloque de Saint-Maximin a offert trois jours durant à une centaine d'intellectuels un lieu de discussion pour dire - crier parfois - "leur" Méditerranée

PAR GUY PERRIMOND

Pêle-mêle de l'Histoire, quelques civilisations, une vingtaine d'Etats. Puis des guerres, une présence militaire un peu trop voyante, un espace où tous les conflits de notre temps semblent se condenser, ceux entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, ceux des nationalismes rivaux, des terres disputées. Un espace où l'inégalité est la caractéristique principale, où le revenu national par tête varie selon les pays entre un et vingt-deux, où l'échange inégal est la règle. Et une mer qui meurt. Très vite. La méditerranée c'est tout cela plus une lumière, le reste d'un art de vivre, le rêve d'une autre vie et l'incapacité de maîtriser le présent.

Faire de cet espace, de ces contradictions, un ensemble est, pour l'avenir, une nécessité. C'est pour cela que le Parti socialiste a offert, durant trois jours, à une centaine d'intellectuels un lieu de discussion. A Saint-Maximin, dans la lumière claire d'un septembre triomphant, des intellectuels du Sud — mais qui peut se dire vraiment du Sud, chacun de nous étant tout à la fois un résumé des désirs, des frustrations de ces terres chaudes, des certitudes et des déchirements des civilisations aujourd'hui dominantes ? — et quelques-uns du Nord se sont retrouvés pour dire, crier parfois, « leur » méditerranée, ses drames et, par leurs espoirs mêlés, contribuer à faire émerger un avenir encore lointain.



Pascal Lebrun



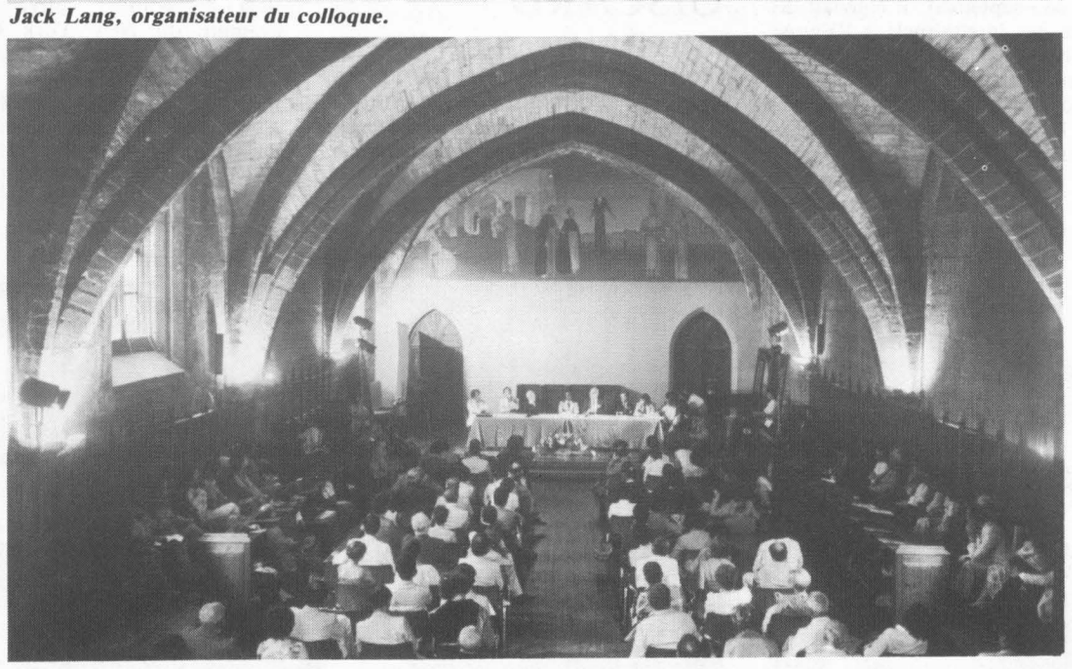
François Mitterrand et Léopold-Sédar Senghor.



Ivry Gitlis et Yacher Kémal.



Jack Lang, organisateur du colloque.



Un modèle culturel

Le genre est difficile : un colloque n'est le plus souvent qu'un catalogue de monologues inégaux. Celui organisé par Jack Lang le dernier week-end ne pouvait échapper à la règle. D'autant qu'un vrai dialogue méditerranéen nécessite de surmonter quelques conflits de taille : celui entre Israéliens et Palestiniens tout d'abord. Puis quelques autres.

Et le premier intérêt de ces rencontres fut, en dehors même de la volonté de chacun des participants, de démystifier la Méditerranée ! En dressant par touches successives un tableau, souvent cruel, de la région, des guerres, des conflits larvés, de la faim, de l'absence de libertés, de l'ostracisme, de la pollution. Et par-dessus tout l'incapacité des riverains à assumer leurs responsabilités, déléguant aux « Grands » le rôle d'arbitre, de meneur de jeu, de donneur de leçons ou de modèle. Résumé du monde tel qu'il est, cette mer ne devait pas être, pour les socialistes français, un motif de rêverie mais, concrètement, le lieu où peuvent être tentées quelques expériences, mises en application quelques solidarités.

Tout d'abord en impulsant une prise de conscience des complémentarités, en rendant aux riverains le droit de disposer d'eux-mêmes c'est-à-dire de réduire la dépendance, politique, économique et culturelle à l'égard des deux Grands. Et c'est là, autour de la notion de « modèle culturel », que les pays méditerranéens ont leur chance.

Il devient évident aujourd'hui que proposer aux pays du tiers monde un modèle de développement de type occidental ne fera qu'aggraver leurs difficultés. Dans ses rapports avec la rive sud, la rive nord pourrait donc concevoir des échanges différents que ceux pratiqués aujourd'hui. La compétitivité économique par exemple n'a de sens qu'entre pays égaux, de mêmes niveaux de développement et observant les mêmes règles. Et l'exemple européen montre que pour les produits industrialisés les différences salariales jouent fort peu dans les performances de tel ou tel pays. Faire des pays riverains un espace économique cohérent implique donc une modification des règles actuelles. Faire de cette mer, berceau des échanges, une zone de développement équilibrée implique qu'entre les deux rives d'autres rapports soient tissés — et il est du pouvoir de l'Europe de les proposer — et que le moteur du développement ne soient plus les profits réalisés par les groupes multinationaux. En ce domaine, celui du travail, des rapports entre la ville et la campagne, la culture méditerranéenne, avec son rapport au temps et à l'espace particulier, ses traditions de coopération, peut en effet permettre d'élaborer peu à peu un « modèle » praticable.

Mais avant que de telles évolutions aient lieu, faudra-t-il encore trouver une solution à quelques conflits, dont un majeur — Israël-Palestine — qui font de cette mer une poudrière. Il est devenu courant d'entendre intellectuels arabes et israéliens monologuer. Le dialogue est plus rare. Et il est plus difficile encore de mettre côte à côte des responsables politiques israéliens et palestiniens, turcs et chypriotes, marocains et sahraouis, libanais et syriens, libyens et égyptiens. On le voit, sans un effort de taille il sera difficile de faire coopérer des Etats aujourd'hui antagonistes. Le colloque de Saint-Maximin, malgré les bonnes volontés réciproques, fut une preuve supplémentaire des difficultés actuelles. Certes, parlant culture, les participants mettaient en exergue la tolérance, la complémentarité. L'appréciation réciproque était de règle. Pourtant le droit, celui à la terre, au pain, est loin d'être la règle. Et ces cultures complémentaires n'en cultivent pas moins le mépris... pour l'autre. C'est dire si le chemin est long.

Pourtant la nécessité d'équilibrer l'Europe telle qu'est est apparue entière. Certes il y a la mode, la recherche de folklore, de racines qui ici où là font de la Méditerranée le lieu commun de rêves négociables. Mais rares sont les Méditerranéens se reconnaissant dans une telle démarche. Ils y voient une intrusion de marchands du Nord, oubliant qu'ils furent aussi — et sont encore — eux-mêmes marchands.

Mais l'importance accordée par le mouvement socialiste à ces problèmes — il y avait au meeting de clôture qui s'est tenu dimanche à Marseille, outre François Mitterrand, des représentants des Partis socialistes grec, chypriote, italien, portugais, etc. —, montre qu'il est devenu nécessaire de ne plus laisser aux deux Grands le soin de résoudre les problèmes de cette zone, qu'il est d'ores et déjà possible de proposer des solutions « locales ». A l'issue du colloque, les participants ont proposé la création d'un Conseil des peuples de la Méditerranée. Ce n'est à leurs yeux qu'un moyen de poursuivre l'effort de démystification entrepris, de rappeler la réalité, de dire les dangers, ceux qui pèsent sur les hommes, ceux qui pèsent sur la nature.

Proposer un lieu où tous puissent parler — avant de s'entendre — était déjà beaucoup. Y réunir quelques noms prestigieux, des leaders politiques, était difficile. Permettre les rencontres n'était pas négligeable. Mais le colloque de Saint-Maximin a débouché, me semble-t-il, sur davantage : la volonté clairement exprimée de ne pas s'en tenir là, de poursuivre la réflexion, de veiller pour que l'avenir des peuples méditerranéens ne se résume pas à leur seule mémoire. Que le Parti socialiste ait pu organiser un tel colloque prouve à la fois son rayonnement international, la justesse de ses propositions... et les questions qui demeurent. Dont la plus importante est évidente : comment intervenir dans ce que l'on baptise le dialogue Nord-Sud, comment articuler la lutte des classes ouvrières du Nord avec celle des peuples du Sud. Saint-Maximin n'était qu'une étape. Mais une étape nécessaire. ●

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325